

1 /

Senat

Commission  
de  
l'Agriculture

Archives - Etat des Travaux



FABRIQUE DE REGISTRES · COPIES DE LETTRES · CARNETS

LITHOGRAPHIE  
TYPOGRAPHIE  
GRAVURE

CARTONNAGES

FOURNITURES  
DE BUREAUX  
et de  
DESSIN

**FORTIN & Cie**



BUREAUX & MAGASINS  
59, Rue des Petits Champs  
PARIS

USINES:

184, Faub<sup>g</sup> St Denis, PARIS,  
13, Rue du Moulin d'Ecorce,  
24, Av<sup>e</sup> Georges Clémenceau,  
NEVERS

TÉLÉPH. LOUVRE: 52-52 52-54  
52-53 52-55

N<sup>o</sup> \_\_\_\_\_

Pour avoir un Registre semblable, il suffit de rappeler le Numéro ci-dessus

REGISTRE DU COMMERCE DE LA SEINE N<sup>o</sup> 33260 - NEVERS N<sup>o</sup> 128 B!



695 220

Stumpf

Page de l'Agriculture



69526

Secrétaire-adjoint: M. Fromy  
Gustave-Adolphe

# Commission de l'Agriculture

---



*État*

*Fas*  
Projets et Propositions de loi

Remis à l'examen  
de la Commission d'Agriculture.

---

Commencé le 1<sup>er</sup> Juillet 1927



Paris, le

192

Seance du Senat

20 Novembre 1920

Projet de loi relatif à la répression  
de la fraude dans le commerce du  
beurre et la fabrication de la margarine

Adoption des articles et de l'ensemble  
du projet de loi

~~Annuaire 1921 -~~  
~~Projet de loi relatif à la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine - 20 Novembre 1920 -~~  
~~Supplément (1<sup>re</sup> Session) - 20 Novembre 1920 -~~  
(1923-1925?)

question  
présentable  
votée  
le

14/3/33



SÉNAT

*République Française*

*Paris, le 192*

*Secrétariat Général*  
*de la*  
*Questure*

6. — 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Eugène Chanal tendant à faciliter la création d'unions de coopératives agricoles et de coopératives de consommation, en vue de l'abaissement du coût de la vie.

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence.

Discussion générale: MM. Chauveau, rapporteur de la commission de l'agriculture; Eugène Chanal, Joseph Courtier, rapporteur de la commission du commerce; Dominique Delahaye, André Tardieu, ministre de l'agriculture, et Hervey.

Discussion des articles:

Art. 1<sup>er</sup> (nouvelle rédaction)?

Retrait d'un amendement de MM. Fernand David et Gaston Carrère.

Adoption de l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 2:

Amendement de M. Baignan au premier alinéa. — Adoption.

Amendement (disposition additionnelle) de M. Veyssière. — Adoption.

2<sup>e</sup> amendement de M. Baignan (disposition additionnelle). — Adoption.

Sur l'article: MM. Marcel Donon, André Tardieu, ministre de l'agriculture; Louis Serre, président de la commission du commerce; Fernand David, Chauveau, rapporteur, et Joseph Courtier, rapporteur.

Adoption de l'article 2.

Art. 3 à 6. — Adoption.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi.

*Adopté le 12 Février 1921*



**SÉNAT**

République Française

Paris, le 192

Secrétariat Général  
de la  
Questure

Proposition de loi  
relatives aux mesures à prendre  
contre la pollution des eaux

Levée du  
10 Nov. 1932. - Adoption de la  
prop<sup>te</sup> de loi -



SÉNAT

Secrétariat Général  
de la  
Questure

République Française

Paris, le 2 Dec 1930

Leau du Senat  
du 27 novembre 1930

6. — Dépôt d'un avis de M. Léon Perrier, au nom de la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, sur la proposition de loi de M. Henry Chéron et plusieurs de ses collègues relative aux mesures à prendre contre la pollution et en vue de la conservation des eaux. — N° 582.



S. 25-6-24

5. — Vote de la question préalable, proposée par la commission de l'agriculture, sur:  
1° La proposition de loi tendant à approprier les titres de mouvement dits régionaux délivrés pour les eaux-de-vie naturelles à la garantie des appellations d'origine (n° 118, année 1925);

— *question réglée par l'art. 2. Loi des 4 août 1925* —



S' 27-11-34

Dépôt, par M. Neuville, de quatre rapports, au nom de la commission de l'agriculture, sur quatre projets de loi, adoptés par la Chambre des députés:

Le 1<sup>er</sup>, tendant à la ratification du décret du 9 novembre 1926 portant suppression d'emplois dans le personnel des haras. — N° 587;

Le 2<sup>e</sup>, portant ratification du décret du 31 juillet 1924 déclarant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la législation française relative à la restauration, à la conservation et au reboisement des terrains en montagne. — N° 588;

Le 3<sup>e</sup>, portant ratification du décret du 7 mars 1925 remettant en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions du code forestier. — N° 589;

Le 4<sup>e</sup>, tendant à la ratification du décret du 29 octobre 1926 portant suppression de 37 emplois de vétérinaires départementaux. — N° 590.

S' 11-12-34

7. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 9 novembre 1926, portant suppressions d'emplois dans le personnel des haras.

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

8. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 31 juillet 1924 déclarant applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la législation française relative à la restauration, à la conservation et au reboisement des terrains en montagne.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

9. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 7 mars 1925, remettant en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions du code forestier.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

10. — Décret portant retrait du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 29 octobre 1926 portant suppression de 37 emplois de vétérinaires départementaux (n° 238, année 1927). — N° 620.

L. du 10-1-35

L. du 16-12-34

Loi du 16-12-34



# Appellations d'origine des eaux-de-vie de vin par la production de titres de mouvement

Session du 5 Juillet 1927 - Sépôt - par M. Calmel d'un rapport  
au nom de la Com. de l'Agriculture, son vœu  
proposition de loi, adopté par la Chambre des  
Députés, tendant à garantir les appellations  
d'origine des eaux-de-vie de vin par la  
production de titres de mouvement. N° 405

Séance du Sénat  
du 7 Mars 1928 Sépôt par M. Calmel d'un rapport supplémentaire.

Séance du Sénat  
du 17 Mars 1928 Adoption de l'ensemble de la proposition de loi

Séance du Sénat du Sépôt  
23 Mai 1929 (révisé de la  
Chambre)

La 2<sup>e</sup>, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à approprier les titres de mouvement délivrés pour les eaux-de-vie naturelles à la garantie des appellations d'origine. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 312.

Séance du 12 Juin 1929 - Rapporteur: M. Calmel  
de l'ou

Séance du Sénat  
du 16 Juin 1929 Sépôt du rapport M. Calmel -  
Sépôt également de l'avis de la Com. de l'Agriculture (M. Guérin)

Séance du Sénat  
du 26 Juillet 1929 Adoption de l'ensemble de la proposition de loi



# Appellations d'origine

Dépôt de l'avis du 7<sup>e</sup> Juillet 1917  
 dans la distribution le 11 Août 27

10. — Dépôt, par M. Calmel, de deux rapports, au nom de la commission de l'agriculture, sur deux propositions de loi, adoptées par la Chambre des députés:

La 1<sup>re</sup>, tendant à modifier la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine. — N° 404.

La 2<sup>e</sup>, tendant à garantir les appellations d'origine des eaux-de-vie de vin par la production des titres de mouvement. — N° 405.

Dépôt, par M. Louis Pasquet, d'un rapport

Dépôt par M. Bupau

Le 2<sup>e</sup>, au nom de la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine. — N° 411.

Dépôt, par M. Morand, d'un avis de la commission de législation civile et criminelle, sur le projet de loi concernant la loi à cheptel. — N° 412.

Dépôt: Leavis du 7<sup>e</sup> Juillet 1917  
 dans la distribution le 11 Août 27

Leavis du 7<sup>e</sup> Juillet 27 : Adoption de l'ensemble de la proposition  
de loi

Dépôt 42-7<sup>e</sup>



# Liberté d'exportation des produits agricoles.

Dépôt Faure du 8 Juillet 1927  
Mise en distribution le 12 Juillet 1927

6. — Dépôt, par M. Marcel Donon, d'un rapport, au nom de la commission des douanes et des conventions commerciales, sur la proposition de résolution de M. Joseph Faure et d'un très grand nombre de ses collègues concernant le rétablissement de la liberté d'exportation des produits agricoles et la suppression des droits de sortie. — N° 442.

Dépôt Faure du 8 Juillet 1927  
Mise en distribution le 11 Juillet 1927

9. — Dépôt, par M. Darnecour, d'un avis de la commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution de M. Joseph Faure et d'un grand nombre de ses collègues concernant le rétablissement de la liberté d'exportation des produits agricoles et la suppression des droits de sortie. — N° 448.

Mise à l'ordre du jour de la séance du Mercredi 15 Juillet 1927

Séance du  
13 Juillet 1927

Adopté  
le 13 Juillet 1927

43. — Dépôt, par M. Maurice Bokanowski, ministre du commerce, au nom de M. le président du conseil, ministre des finances, de M. le ministre du commerce et de l'industrie, de M. le ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre des colonies et de M. le ministre des travaux publics, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le Gouvernement à apporter certaines modifications au tarif douanier et précisant les conditions de leur mise en application.  
Lecture de l'exposé des motifs.  
Déclaration de l'urgence.  
Renvoi à la commission des douanes. — N° 517.  
Dépôt et lecture, par M. Chapsal, d'un rapport, au nom de la commission des douanes et des conventions commerciales chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le Gouvernement à apporter certaines modifications au tarif douanier et précisant les conditions de leur mise en application. — N° 518.  
Discussion immédiate prononcée.  
Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.  
Discussion générale: MM. Marcel Donon, Clémentel, président de la commission des finances; Joseph Faure, Darnecour et Hayaux.  
Adoption des deux articles.  
Observations de MM. Louis Pasquet, Maurice Bokanowski, ministre du commerce, et Marcel Donon.  
Adoption de l'ensemble du projet.

Le projet de loi de M. le Ministre du Commerce répondant à la proposition de résolution de M. Joseph Faure, cela-ci est sans objet.

M. Bruon, rapporteur au sein de la Commission des Douanes, et M. Darnecour rapporteur pour avis de la Commission de l'Agriculture commentent ~~et font un exposé~~ par leurs rapports, également sans objet.



# - Warrants agricoles -

Seance du 12 Juillet 1917  
Séat

3. -- Dépôt, par M. Queuille, ministre de l'agriculture, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés:

Le 1<sup>er</sup>, au nom de M. le ministre du travail, tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de décès par tuberculose. -- Renvoi à la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales. -- N° 465.

Le 2<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture, tendant à modifier la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles. -- Renvoi à la commission de l'agriculture. -- N° 466.

Seance du 3 Nov. 1917 = Queri pour avis à la Com de législation civile  
Séat

Seance de Commission = Rapporteur: M. = Montaut  
du 10 Nov. au fond

Seance du Sénat = Séat par M. Montaut, du rapport  
du 2 Février 1928

Le 14 Février 1928 Rapport mis en distribution

Le 13 Novembre 1928 Séat d'un rapport supplémentaire - (M. Montaut)

Cr. 21 MARS 1935

M. Tanguy nommé rapporteur en remplacement de M. Montaut

Caduc - (Article 63<sup>er</sup> du Règlement)

Seance du 1<sup>er</sup> Dec.  
12 Dec. 1929 -

Séat de la Com de Législation (M. Laroche) -

Article 1<sup>er</sup> 3



H

# Création de Posts émetteurs et récepteurs de radio-diffusion

*Sépt par M. le ministre  
de l'Intérieur, d'un projet*

*Séance du 12 Juillet 1927*

*Adopté*  
J'ai l'honneur au nom de M. le président du conseil, ministre des finances, de M. le ministre de l'agriculture et de M. le ministre du commerce, tendant à faciliter, par des subventions la création et le fonctionnement des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion destinés à la vulgarisation des connaissances utiles à l'agriculture ou à la propagande agricole. — Renvoyé à la commission de l'agriculture, et, pour avis, à la commission des finances. — N° 468.

*Adoption*

*= Séance du  
13 Juillet*

20. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Machet, au nom de la commission de l'agriculture, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par

la Chambre des députés, tendant à faciliter par des subventions la création et le fonctionnement des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion destinés à la vulgarisation des connaissances utiles à l'agriculture ou à la propagande agricole. — N° 492.

Avis de la commission des finances, par M. Henry Chéron, rapporteur général. — N° 493.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Discussion générale: MM. Pierre Marraud, Queuille, ministre de l'agriculture, et Mauger.

Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi.

*Adoption de l'ensemble du projet de loi =  
à l'ordre de la Chambre sans changement*

*M. le 12-7*



Modification aux articles 3, 4, et 7 de la loi du 2 août 1918  
sur l'organisation de l'enseignement public de l'agriculture

Lance du 12 juillet 1927

Le 6<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture, modifiant les articles 3, 4 et 7 de la loi du 2 août 1918 sur l'organisation de l'enseignement public de l'agriculture, ainsi que l'article 3 de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 469.

Lance du 12 juillet 1927

20. — Dépôt, par M. Cassez, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les articles 3, 4 et 7 de la loi du 2 août 1918 sur l'organisation de l'enseignement public de l'agriculture, ainsi que l'article 3 de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture. — N° 483.

Adoption =

Lance du  
13 juillet  
1927

19. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Cassez sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les articles 3, 4 et 7 de la loi du 2 août 1918 sur l'organisation de l'enseignement public de l'agriculture, ainsi que l'article 3 de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture.  
Déclaration de l'urgence.  
Discussion immédiate prononcée.  
Discussion générale: MM. Gaston Carrère et Queuille, ministre de l'agriculture.  
Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi.

= Adoption de l'ensemble du projet de loi  
le texte de la Chambre sans changement

Relevé 125



Léon  
du 13 Juillet  
1927

13. — Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier : 1° les articles 9 et 14 de la loi du 9 avril 1881 portant création d'une caisse d'épargne postale ; 2° les articles 2, 4, 10, 13 et 18 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne. (N° 320 et 360, année 1927. — M. Henri Merlin, rapporteur, et n° 429, année 1927, avis de la Commission des finances, M. Henry Chéron, rapporteur).

Amendement de M. Fernand David et plusieurs de ses collègues  
M. de la Tournerie.

13 Juillet : Retrait :

Amendement de M. Fernand David et plusieurs de ses collègues : M. Tournan. — Retrait.  
Adoption de l'article 6, de l'article 7 et de l'ensemble du projet de loi.

Supprimer à la fin de l'article 6 de ce projet de loi les mots :

"et celles régies par la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles le titre de "Caisse mutuelle agricole de dépôt et de prêts".

Texte  
de l'amendement :

EXPOSE SOMMAIRE

La loi du 5 août 1920 a donné à toutes les sociétés de crédit agricole mutuel françaises les noms de caisses régionales ou de caisses locales de crédit agricole mutuel.

Il est indispensable que les institutions des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle qui se placent sous le régime de cette loi portent la même appellation que celles des autres départements français :

C'est dans ce but qu'a été rédigé le présent amendement.

Un vœu dans ce sens vient d'ailleurs d'être émis par le XVème Congrès National de la Mutualité et de la Coopération agricoles qui s'est réuni à METZ du 30 Juin au 3 Juillet 1927 et qui groupait un très grand nombre de représentants des institutions de crédit agricole mutuel.

Signatures:	FERNAND DAVID	E. MACHET	TOURNAN
	MARCEL DONON	Dr CHAUVEAU	DAMECOUR
	BACHELET	MONTENOT	CASSEZ
	PIERRIN	J. FAURE	MANDO
	PROVOST-DUMARCHAIS	ARMAND CALMEL	GASTON CARRERE

M. Tournan se réserve reprendre la question en Novembre

Dr. H. 2-6



7  
*Coloration artificielle des semences de  
trèfle des prés et de luzerne importées en France*

*Adoption =*

*Le mardi 13 Juillet  
487*

*Le mardi 13 Juillet  
487*

22. — Dépôt, par M. Quéuille, au nom de M. le ministre du commerce et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle des prés et de luzerne importées en France.  
Lecture de l'exposé des motifs.  
Déclaration de l'urgence.  
Renvoi à la commission de l'agriculture.  
— N° 494.  
Dépôt, par M. Donon, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant obligation de colorer artificiellement les semences de trèfle des prés et de luzerne importées en France. — N° 495.  
Discussion immédiate prononcée.  
Adoption de l'article unique du projet de loi.

*Adoption de l'article unique de la loi  
à l'unanimité de la Chambre sans changement*

*Arthur 487*



# Répression des fraudes sur les sirops et liqueurs de cassis

Séance du 8 Nov. 1927  
Séance

Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture, de la proposition de loi de M. Chauveau tendant à la répression des fraudes sur les sirops et liqueurs de cassis.

Séance de Commission: Rapporteur = M. Chauveau  
de 10 Novembre pour avis

Séance du Sénat  
du Lundi 22 Décembre: Dépôt  
1927

4. — Dépôt d'un avis de M. Chauveau, au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de loi de M. Chauveau et d'un grand nombre de ses collègues tendant à la répression des fraudes sur les sirops et liqueurs de cassis. — N° 737.

Séance du Sénat  
du 19 Janvier 1928

adoption de la proposition de loi



14 Mars 1928  
Avis: C. d'Administration  
Administration 9<sup>me</sup>

no 311-1926

Annexe au procès-verbal de la séance du 8 juin 1926.

non

# PROPOSITION DE LOI

Sur les chemins ruraux de petite communication,

PRÉSENTÉE

PAR M<sup>ME</sup> ALFRED BRARD et RIO

Sénateur

(Renvoyée à la Commission des Travaux publics.)

puis renvoyée au jour à la C. d'Admin.

Séance de Commission

du 10 Nov. 1927 (Renvoyée ~~pour avis~~ à la C. d'Admin.)

= Nomination de rapporteur : M. Bouwart

Séance du Sénat

du 1 Mars 1928 : Dépôt par M. Bouwart du rapport.

Com 14-2-34 - M. Guillemot rapporteur en remplacement de M. Bouwart

Caducue - (art. 63<sup>ter</sup> du Règlement)

Avis : C. d'Administration 9<sup>me</sup>



# Subvention des Droits de Douane

Seance du Sénat  
du mardi 9 Nov. 1897

Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture, de la proposition de résolution de M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement des droits de douane sur les produits agricoles pour les mettre en harmonie avec les tarifs douaniers appliqués aux produits industriels.

Rapporteur : M. Joseph Faure

Seance du Sénat  
du 14 Décembre 1897 =

16. — Dépôt par M. Joseph Faure d'un avis de la commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution de M. Joseph Faure et d'un grand nombre de ses collègues, tendant au relèvement des droits de douane sur les produits agricoles pour les mettre en harmonie avec les tarifs douaniers appliqués aux produits industriels. — N° 761.

~~Le Sénat. Le Gouvernement ayant donné satisfaction~~  
~~M. Faure renonce~~

Seance du Sénat : Adoption de l'article unique de la proposition de résolution.  
du 25 Janvier 1898



Fait: 1<sup>re</sup> fois

11

# Organisation générale de la Nation en temps de guerre.

Loi du 21 août

du 21 août 1914

Dépôt, par M. Gaston Carrère, d'un avis  
de la commission de l'agriculture, sur le  
projet de loi, adopté par la Chambre des  
députés, sur l'organisation générale de la  
nation pour le temps de guerre. — N° 611.

Loi mise en distribution le 21 août 1914



~~Envoyé en Commission  
par le Sénat~~

# Caisse d'avances aux communes et aux départements.

~~Le Sénat du  
2 Décembre 1897.~~

Renvol, pour avis, à la commission de  
l'agriculture, du projet de loi relatif à la  
création d'une caisse d'avances aux com-  
munes et aux départements.  
Renvol pour avis à la commission

~~Le Sénat du  
9 Décembre 1897 = Rapporteur: M. Marcel Bonin.~~

~~Sous-Comité  
des autres projets  
(M. Bonin)~~

**Caduc**  
**art. 63<sup>ter</sup> du Règlement**

~~Séance du 20 Décembre 1899 - Dépôt du rapport de la Commission d'Administration  
(par M. Laroche) générale~~



# Suppression du dépôt d'étalons de Perpignan

Séance du Sénat  
du 7<sup>8</sup> Dec. 1927

Les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>, au nom de M. le président du conseil, ministre des finances, et de M. le ministre de l'agriculture:

Le 3<sup>e</sup>, tendant à la ratification du décret du 9 novembre 1926, portant suppression du dépôt d'étalons de Perpignan.

n° 649

1<sup>er</sup> Renvoi à la Com. de l'Agriculture

Séance du Sénat  
du 14<sup>th</sup> Fév. 1925

Rapporteur: M. Samour

(M. Neuville)  
d'accord avec le Sénat

4. — Dépôt, par M. Neuville, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 9 novembre 1926 portant suppression du dépôt d'étalons de Perpignan. — N° 636.

S. 15-12-34

Dépôt rapport  
(M. Neuville)

S. 19-2-35

Adoption du projet de loi

Loi du 26 Fév. 1935



# Suppression de 50 Étalons nationaux

Léon de Sévrot  
du 18 Dec. 1927

Sept de  
projet de loi

Le 4<sup>e</sup>, tendant à la ratification du décret  
du 29 octobre 1926, portant suppression de  
50 étalons nationaux.

n° 650

1<sup>er</sup>

Renvoyé à la Commission d'Agriculture

Léon de Sévrot  
du 11 Dec. 1927

Rapporteur: M. Damescourt

(M. Neuville, d'accord avec M. Damescourt)

Causc - (art 63<sup>er</sup> du Règlement)



Suppression progressive d'emplois  
de vétérinaires départementaux

Loi du Sénat  
du 18 Dec. 1927

Séat de  
projet de loi:

Le 5<sup>e</sup>, portant ratification du décret du  
29 décembre 1926 relatif à la suppression  
prononcée d'emplois de vétérinaires départe-  
mentaux.

1-648

1<sup>er</sup> Envoyé à la Com. de l'Agriculture

Loi de Com.  
du 21 Juin 1928

Rapporteur: M. Beaumont

Projet retiré le 26 janvier 1935  
Décret du 18 janvier 1935

M. le président. J'ai à donner connais-  
sance au Sénat du décret suivant:

« Le Président de la République,  
« Vu le décret du 29 octobre 1926;  
« Vu le décret du 29 décembre 1926;  
« Vu l'article 26 de la loi du 30 juin 1930;  
« Vu le décret du 10 décembre 1934;  
« Sur le rapport du ministre des finances  
et du ministre de l'agriculture

« Décrète:

« Art. 1<sup>er</sup>. — Est retiré le projet de loi  
tendant à la ratification du décret du  
29 décembre 1926 relatif à la suppression  
prononcée d'emplois de vétérinaires départe-  
mentaux, adopté par la Chambre, et qui  
avait été déposé le 13 décembre 1927, sous  
le n° 648, sur le bureau du Sénat.

« Art. 2. — Le ministre des finances et  
le ministre de l'agriculture sont chargés,  
chacun en ce qui le concerne, de l'exécu-  
tion du présent décret.

« Fait à Paris, le 18 janvier 1935.

« A. LEBRUN.

« Par le Président de la République:

« Le ministre des finances,  
« GERMAIN-MARTIN.

« Le ministre de l'agriculture,  
« CASSEZ. »



# Rapports entre propriétaires et fermiers (renvoyés à fin de bail)

Renvoi

Séance du Sénat  
du 18 décembre 1927

7. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture:

1° De la proposition de loi de M. Donon tendant à régler les rapports entre propriétaires et fermiers ou métayers relativement au renouvellement du bail et tendant à fixer les conditions d'attribution d'une indemnité à fin de bail;

Séance de la C<sup>on</sup>  
du 15 déc. 1927

La C<sup>on</sup> décide de renvoyer au Sénat le renvoi pour rapport sur le fond.

Séance du Sénat  
du lundi 19 déc. 1927

Renvoi au fond

7. — Motion d'ordre. — Renvoi à la commission de l'agriculture de la proposition de loi de M. Marcel Donon, tendant à régler les rapports entre propriétaires, fermiers ou métayers, précédemment renvoyée à la commission de législation.

n° 613. 1927

Séance de la C<sup>on</sup>  
du mardi 16 janvier 1928

Nomination du rapporteur: M. Dancourt

9. — Vote de la question préalable, proposée par la commission de l'agriculture, sur:

1° La proposition de loi tendant à régler les rapports entre propriétaires et fermiers ou métayers relativement au renouvellement du bail et tendant à fixer les conditions d'attribution d'une indemnité à fin de bail (n° 613, année 1927);

2° La proposition de loi tendant à assurer la défense des céréales (n° 395, année 1933);

3° La proposition de loi tendant à établir le prix minimum du blé en fonction du droit de douane et du cours mondial (n° 233, année 1934);

4° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à codifier les dispositions législatives relatives à l'organisation du marché du blé et à la fixation d'un prix minimum (n° 100, année 1934);

5° La proposition de loi tendant à organiser la production viticole en proportion des possibilités de consommation (n° 589, année 1934).

Observations de M. Marcel Donon, vice-président de la commission de l'agriculture.

S. 5-3-35

— Vote de la question préalable —

Voir page 93

T.C.



Fait: C. de Législation

Paiement en nature avec conversion facultative  
pour le bailleur des baux à ferme

Séance du Sénat  
du 13 déc. 1887

Poursuivi par  
avis =

2° De la proposition de loi de M. Donon  
tendant à autoriser dans les baux à ferme  
les paiements en nature avec conversion  
facultative pour le bailleur des denrées en  
espèces.

Séance de C. de  
du 7 janv. 1887

= Rapporteur: M. Carrière

Casique - (art. 63<sup>bis</sup> du Règlement)

Fait:

C. de Législation



N° 304

SÉNAT

ANNÉE 1927

SESSION ORDINAIRE

Annexe au procès-verbal de la séance du 10 juin 1927.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Relatif à une rectification de l'article 3 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse,

PRÉSENTÉ AU NOM DE

M. GASTON DOUMERGUE

Président de la République française,

Par M. Henri QUEUILLE

Ministre de l'Agriculture.

(Renvoyé à la Commission de l'agriculture).

Séance de Ch.  
du 27 Dec. 1927

La Ch. approuve le rapport de M. Machet  
(M. Machet a demandé par l'organe de son collègue de l'agriculture  
et de la pêche de Chasse) - (M. de St-Jean) -

Séance du Sénat  
du 3 Janvier 1928

Dépôt du rapport (par M. Machet)

Séance du Sénat  
du 21 Juin 1928

Adoption de l'art. unique du projet de loi.



Proposition de loi relative  
à l'organisation de l'apprentissage agricole

Député.  
 Louis Luchet  
 7 Avril 1924  
 Remise à la  
 Commission de l'Agriculture  
 Présenté par M. Luchet, Député, Carrère --- + membres de  
 la Commission de l'Agriculture.  
 Déposé et renvoyé à la Commission de l'Agriculture.  
 M. Carrère, rapporteur.

Louis Luchet  
 du 9 Février 1925  
 Dépositaire du rapport (par M. Carrère) n° 57

Louis Luchet  
 du 15 Mars 1928  
 Adoption de l'article unique de la proposition de loi



Proc. C<sup>m</sup> 5<sup>e</sup> Administration

Proposition de loi relative à  
l'élargissement et au redressement  
des chemins ruraux

par M. Gaston Carrère.

Légué du Sénat  
du 2 février 1928. Dépot  
et renvoi  
pour avis

9. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Carrère relative à l'élargissement et au redressement des chemins ruraux. — Renvoi à la commission de l'administration générale, départementale et communale et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 44.

Légué du Sénat  
du 10 février 1928 Renvoi  
pour avis

8. — Motion d'ordre. — Renvoi à la commission de l'agriculture de la proposition de loi relative à l'élargissement et au redressement des chemins ruraux, la commission de l'administration générale restant saisie pour avis.

Légué C<sup>m</sup> 5<sup>e</sup> = Rapporteur : M. Bouvier  
du 7 mars 1928

Légué du Sénat  
du 16 mars 1928 Dépôt du rapport (par M. Bouvier) -

Légué du Sénat  
du 27 février 1929 Adoption de la prop. de loi

Légué du Sénat  
du 27 février 1929

Député par M. A. Rivier de l'avis de la C<sup>m</sup> 5<sup>e</sup> Administration



9 Mars 1929  
Reuni pour avis  
à la C<sup>te</sup> de législation

21

## Protection des cultures contre les ravages des lapins de garennes

Séant:  
Séance du 7 Mars  
1929

Dépôt du projet de loi adopté par la Chambre des députés.

Séance du Séant  
du 20 Mars 1929

Dépôt du rapport par M. Anquet

Séance du Séant  
du 11 Juillet 1929

~~Adoption de la proposition de loi~~  
↳ du projet de loi.



Réglementation relative  
à la circulation des blés et des farinesSéance du Sénat  
du 9 février 1928Dépôt  
du projet de loi  
(adopté par la Chambre)— au nom de M. le ministre de l'agriculture, modifiant la réglementation relative à la circulation des blés et des farines.  
— Renvoi à la commission de l'agriculture.  
— N° 68.Séance de la  
du 23 février 1928

Rapporteur : M. Donon

Séance du Sénat  
du 28 février 1928Dépôt  
du rapport

10. — Dépôt, par M. Machet, d'un rapport de M. Marcel Donon, au nom de la commission de l'agriculture, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la réglementation relative à la circulation des blés et des farines. — N° 189.

Séance du 6 mars  
1928

Adoption du projet de loi.



Proposition de loi tendant  
à la suppression des fumées industrielles

Levée de l'état  
du 10 février 1928

Renvoi pour avis

1. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture de la proposition de loi tendant à la suppression des fumées industrielles.

Levée de l'état  
du 23 février 1928

Nomination du rapporteur: M. Machet

Levée de l'état

du 7 mai 1928

Rapporteur: M. Cadot en remplacement de M. Machet, démissionnaire.

Levée de l'état  
du 15 décembre 1931

Dépôt du rapport (avis) (par M. Cadot)

Levée de l'état  
du 18 mars 1932

Adoption de la proposition de loi.

Levée de l'état  
du 31 mars 1931

Dépôt du rapport de la Commission technique (M. Horiget)

avis Commerce déposé le 9 février 1932

Levée de l'état  
du 9 février 1932

Renvoi pour avis à la Commission des Travaux Publics.



Proposition de résolution de M. André Lebert  
concernant

L'étiquetage des vins mousseux naturels  
produits en cuves closes

Seance du Sénat  
du 16 février 1928

Sébat

III

— Dépôt d'une proposition de résolution  
de M. André Lebert tendant à proroger jus-  
qu'au 30 juin 1928 le délai imparti aux né-  
gociants par les circulaires du ministre de  
l'agriculture des 15 décembre 1927 et 20 jan-  
vier 1928 concernant l'étiquetage des vins  
mousseux naturels produits en cuves closes.  
— Renvoi à la commission de l'agriculture.  
— N° 113.

Seance de l'Assemblée  
du 7 mars 1928

Rapporteur : M. Donon

~~Lebert~~

S 9-3-34

Vote de la Question préalable



Projet de loi tendant à :

modifier la loi du 9 avril 1898  
concernant les accidents du travail

Assemblée Nationale  
du 10 février 1938 Renvoi pour avis

9. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture, du projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

n° 15 - an. 1928

Assemblée Nationale  
du 23 février 1938

Nomination du rapporteur : M. Cassez

Assemblée Nationale  
du 27 février 1938

Dépôt de l'avis (par M. Cassez) - n° 145 - 1938

S 21 déc. 1937.  
C. 25-2-1938.

Discussion générale — Renvoi à une séance ultérieure  
Adoption amendement Cazez (art. 1<sup>er</sup>)

S 17-3-38  
S 7-4-1938

Adoption de l'ensemble du Projet de loi

Renvoi à la Chambre

10. — Dépôt, par M. Cassez, d'un avis supplémentaire, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — N° 179 (Urgence déclarée).

Assemblée Nationale  
S 27-3-1938

Dépôt du rapport de la Commission d'Hygiène (M. Chauveau) - n° 323  
Rap. supplémentaire Chauveau n° 363-1938

S 22-2-1938  
S 25-2-1938

Dépôt Anri Valadier n° 101 (Cm. des Finances)  
— Anri suppl. Jarni-Dupont n° 112 (Cm. de Législation)



Min:  
des Finances

Projet de loi tendant  
à déclarer d'utilité publique  
des travaux de comblement d'un bras  
de l'ILL à Strasbourg

Levée du Sénat  
du 16 février 1928

Dépot

Le 5<sup>e</sup>, au nom de M. le président du conseil, ministre des finances, et de M. le ministre de l'agriculture, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique des travaux de comblement d'un bras de l'ill, à Strasbourg, et de prononcer la distraction des terrains correspondants du domaine public fluvial. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 419.

Levée du Sénat  
du 7 mars 1928

Rapporteur: M. Diébolt-Weber

Levée du Sénat  
du 14 février 1928

Dépot ~~du~~ du rapport

Levée du Sénat  
du Jeudi 7 Janvier 1929

Dépot d'un rapport  
supplémentaire

Dépot, par M. Diébolt-Weber, d'un rapport supplémentaire, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique des travaux de comblement d'un bras de l'ill, à Strasbourg, et de prononcer la distraction des terrains correspondants du domaine public fluvial. — N° 62.

Levée du Sénat  
du 11 février 1929

Adoption du projet de loi -

Min Finances: Député par M. Abel Ferry à la séance  
du 14 février 1929 - N° 72.

Levée du Sénat  
décembre 1932

Adoption du projet de loi (après la Chambre des députés)



*5. Affaires  
étrangères - Rapport  
de 6. 1928*

*Projet de loi tendant à la ratification  
du projet de convention*

*concernant le Droit d'Association et de  
Coalition des travailleurs agricoles*

*Seance du  
Sénat du mardi  
21 février 1928*

*Renvoi  
pour avis*

Le 2<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'agriculture et de M. le ministre du travail, tendant à la ratification du projet de convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles adopté par la conférence internationale du travail dans sa troisième session, tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921. — Renvoi à la commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 132.

*Seance de con  
du 7 mars 1928*

*= Rapporteur: M. Carrère*

*Seance du Sénat  
du mardi 14 mai  
1929*

*Député ~~de la Commission~~ de l'avis - par M. Carrère.*

*Seance du Sénat  
du 21 février 1929*

*Projet de loi tendant à la ratification du projet de loi*



Projet de loi tendant à la ratification  
du projet de convention  
concernant la réparation  
des accidents du travail  
dans l'agriculture

Le 3<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'agriculture et de M. le ministre du travail, tendant à la ratification du projet de convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture, adopté par la conférence internationale du travail dans sa troisième session, tenue à Genève, du 25 octobre au 19 novembre 1921. -- Renvoi à la commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats et pour avis, à la commission de l'agriculture.  
— N° 133.

Le Sénat  
du 17 mars 1928 pour avis

Voir à la  
commission de l'agriculture

Rapporteur M. Carrey (c. p. p. p.)  
M. Carrey expose le projet (selon l'avis  
de la commission)  
Vote sans équivoque  
de la commission de l'agriculture?

Le Sénat  
du 17 mars 1928

Adoption de l'article unique du projet de loi —



Projet de loi portant ratification d'un décret .....  
et modification du droit de douanes

Le Sénat a adopté  
le 29 février 1928 le projet de loi.

Le 1er, au nom de M. le président du conseil, ministre des finances, de M. le ministre du commerce et de l'industrie, de M. le ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre des colonies et de M. le ministre des travaux publics, portant ratification d'un décret, approbation de diverses conventions commerciales et modifications de droits de douane. — Renvoi à la commission des douanes et des conventions commerciales et, pour avis, à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, à la commission de l'agriculture et à la commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au ministère des colonies. — N° 198.

Le Sénat a adopté  
le 29 février 1928 le rapport du  
rapporteur (M. de Douanes)

8. — Dépôt, par M. Noël, d'un rapport, au nom de la commission des douanes et des conventions commerciales, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification d'un décret, approbation de diverses conventions commerciales et modifications de droits de douane. — N° 198.

Renvoi, pour avis, à la commission du commerce, à la commission des colonies et à la commission de l'agriculture.

Le Sénat a adopté  
le 2 mars 1928

Adoption de l'ensemble du projet de loi



Projet de loi portant modification du Code forestier  
relatif au défrichement des bois des  
particuliers

Séance du Sénat  
du 29 février 1928

Dépot du  
projet de loi:

Le 2<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agri-  
culture, portant modification au titre XV  
du code forestier relatif au défrichement des  
bois des particuliers. — Renvoi à la com-  
mission de l'agriculture. — N<sup>o</sup> 497.

Séance de la  
du 7 mars 1928

Rapporteur M. ~~Chauveau~~ Chauveau —

Séance de la  
du 19 décembre 1929

Rapporteur: M. de Lubersac (en remplacement de M. Chauveau)

Com<sup>m</sup>: Mars 1932

" M<sup>r</sup> J. Durand  
(en remplacement de M. de Lubersac, démissionnaire)

Le 23 mars 1932  
(Réunion)

Dépot du rapport (M. J. Durand) —

Séance du 12 juillet  
1932

Adoption du projet de loi —



Proposition de loi autorisant  
l'établissement de câbles aériens  
destinés au Service des Exploitations agricoles

Séance du Sénat  
du 6 mars 1928

Renvois pour avis:

1° A la commission de l'agriculture de la  
proposition de loi autorisant l'établissement  
des câbles aériens destinés au service des  
exploitations agricoles;

Séance de la  
du 7 mars 1928

Rapporteur: M. ~~Samson~~ Machet

Séance du Sénat  
du 13 juillet 1929

Dépôt de l'avis de la Com. (M. Machet)

Séance du Sénat  
du 27 juillet 1929

Adoption de l'article unique de la Proposition de loi.

Séance du Sénat  
du 18 juillet 1929

Dépôt du rapport au Sénat de la Com. de législation (M. Carrat)



Proposition de résolution de M. Brard  
Caisse nationale de Crédit Agricole

*Fait  
Com. Finances*  
Séant  
Séance du 9 mai 1935 = Renvoi pour  
avis à la  
1<sup>re</sup> séance

22. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alfred Brard tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de mettre à la disposition de la caisse nationale de crédit agricole les ressources nécessaires pour aider les agriculteurs à traverser la crise agricole en leur accordant des prêts à moyen terme dans les conditions prévues par la loi du 5 août 1920. — Renvoi à la commission des finances. — N° 253

et pour avis à la 1<sup>re</sup> séance

Séance de Com.  
du 7 mai 1935  
(par avance)

Rapporteur = M. Caudry -

S - 13 JUIN 1935

Vote de la Question Préliminaire -

Fait : Com. des Finances



Projet de loi relatif  
au recrutement des gardes domaniaux  
des eaux et forêts en 4 dépt<sup>s</sup> H. Rhin. Bas Rhin. P. Mos.

Le 3<sup>e</sup>, au nom de M. le président du conseil, ministre des finances, et de M. le ministre de l'agriculture, portant ratification du décret du 6 juin 1926 relatif au recrutement des gardes domaniaux des eaux et forêts dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 290.

Levée du Sénat  
du 8 Mars 1928

Débat =

Levée du Sénat  
du 17 Mars 1928

Rapporteur: M. Dübaut-Weller

Levée du Sénat  
du 19 Juin 1928

Débat du rapport

Levée du Sénat  
du 30 Juin 1928

Adoption de l'article unique du projet de loi.



34  
Droit de chasse  
aux gardes champêtres

Levée du Sénat  
du 12 Mars 1928 Dépôt =

Le 3<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'intérieur, de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de M. le ministre de l'agriculture et de M. le ministre des travaux publics, ayant pour objet d'accorder le droit de chasse aux gardes champêtres. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N<sup>o</sup> 332.

Levée de Cam<sup>de</sup>  
du 17 Mars 1928 Nominations du rapporteur: H. Mackel

Levée de Sénat  
du 26 Juin 1928 Dépôt du rapport (H. Mackel)

Levée de Sénat  
du 7 Juillet 1928 Adoption de l'article unique



Extrait de la loi relative  
à la prophylaxie de la tuberculose  
des bovidés

Loi du Sénat  
du 16 Mars 1928

Dépôt =

Dépôt, par M. Queuille, ministre de l'agriculture, au nom de M. le président du conseil, ministre des finances, de M. le ministre de l'agriculture et de M. le ministre de l'intérieur, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 428.

Loi du Sénat  
du 16 Mars 1928  
(par anticipation)

Rapporteur: M. Beaumont

Loi du Sénat  
du 5 Mars 1929

Dépôt (par M. Beaumont) -  
de rapport (en blanc)

Loi du Sénat

du 11 Juillet 1929 - Adoption du projet de loi.

Loi du 18 Juin 1929

Extrait Financière de la C. de Législation



Projet de loi adopté par la Chambre des députés  
portant ratification du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1924  
déclarant applicables dans les départements du  
Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la législation française  
tendant au reboisement et à la conservation des  
forêts privées

{*Texte rétroactivement*}

ici:  
Lg. 1927

Cm 14-2-34

S 24-5-34

S 22-11-34

Dépôt du projet de loi (1-302)

Rapporteur: M. Neuville

Dépôt

14. — Dépôt, par M. Neuville, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1924 déclarant applicable, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la législation française tendant au reboisement et à la conservation des forêts privées. — N° 308.

Adoption

8. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1924, rendant applicable, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la législation française tendant au reboisement et à la conservation des forêts privées.

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

LOI DU 10 Janvier 1935



Proposition de loi ayant pour but d'instituer  
une procédure de conciliation et d'arbitrage  
dans les appellations d'origine des vins

Leu de l'Assemblée  
du 5 Juin 1928

Déposé :

La S<sup>e</sup>, ayant pour but d'instituer une procédure de conciliation et d'arbitrage dans les appellations d'origine des vins. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 496.

Leu de l'Assemblée Rapporteur: M. Carrère  
du 14 Juin 1928

Leu de l'Assemblée M. Carrère renvoie au rapport.  
du 14 Juin 1929 M. Calmel - d'accord - est nommé rapporteur.



Proposition de résolution de M. Hayaux  
relative à l'examen du certificat d'études primaires

Levée du Sénat  
du 28 Juin 1928

Dépôt

8. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hayaux et un grand nombre de ses collègues tendant à compléter, dans un sens agricole et rural, l'arrêté du 2 février 1924 relatif à l'examen du certificat d'études primaires élémentaires. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 572.

Levée de Ch. de  
22 Novembre 1928

Rapporteur M. J. Faure

Levée du Sénat  
du 6 Juin 1929

Dépôt du rapport — (par M. J. Faure)

Levée du Sénat  
du 18 Juillet 1929

Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution.

Levée du Sénat  
du 12 Juillet 1929

Renvoi pour avis à la C. de l'Enseignement

Levée du Sénat  
du 12 Juillet 1929

Dépôt de l'avis de la C. de l'Enseignement (avis par M. Hayaux)



Finances  
Prés: M. L. L. L.  
Sous: M. L. L. L.

39

Expt de loi tendant à établir un  
programme de construction d'habitation à  
bon marché

Loi du 6  
du 6 juillet 1928

Débat de la loi par M. L. L.

Loi du 6  
du 6 juillet  
1928

Vote de la loi



Fund: Finances  
Prois: Agriculture

40  
Projet de loi sur le Crédit mutuel et la  
coopération agricole

Leavis du Sénat  
du 7 Juillet 1928

=

3. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, facilitant par des avances de l'Etat l'attribution de prêts à moyen terme en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles en vue de favoriser l'intensification de la production agricole.

Révis de la <sup>Com</sup> de l'Agriculture: H. Collet

66

Adoption de l'ensemble du projet de loi

— o —



# Protection des appellations d'origine. < Proposition de loi >

Séance du Sénat  
du 9 juillet 1928

Dépôt

31. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Courtier, Humblot et Cassez tendant à modifier la loi du 22 juillet 1927 relative à la protection des appellations d'origine. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 631.

Séance de l'Assemblée  
du 29 Mars 1928

Rapporteur: M. Cassez.

Séance du Sénat  
du 28 Mars 1928

Dépôt du rapport par M. Cassez

Séance du Sénat  
du 6 Juin 1928

Renvoi pour avis à la C<sup>om</sup> de Régulation



Proposition de loi  
relatif à l'octroi de secours aux  
agriculteurs et aux viticulteurs victimes  
de catastrophes atmosphériques -

Léon du Sénat  
du 24 Juin 1935  
(Retro)

Dépot de la proposition de loi  
et renvoi pour avis à la Com. de l'Agriculture

Léon du Sénat  
du 24 Juin 1935

Avis  
Rapporteur: M. Bauvart

S. 13 JUIN 1935

Vote de la Question Préliminaire

Sans objet  
(Com 14-2-34)

24-6-28  
Rapport au fond Com. des Finances



Proposition de loi tendant à abaisser  
le taux du prêt à long terme du crédit agricole

Seance du Sénat  
du 27 Janvier 1928

II<sup>e</sup> dépôt

Dépôt d'une proposition de loi de M. Tour-  
nan tendant à abaisser le taux du prêt  
à long terme du crédit agricole et à faci-  
liser le prêt à long terme prévu par la  
loi sur l'habitation. — Renvoi à la com-  
mission de l'agriculture et, pour avis, à la  
commission des finances. — N° 740.

Seance de Com.

du 14 Décembre 1927 Rapporteur: M. Macquet

Seance de Com.

du 7 Mai 1931 Rapporteur: M. ~~Jourdain~~ Carlier  
en remplacement de M. Macquet  
décédé

Seance du Sénat  
du 26 Juin 1931

Dépôt du rapport (par M. Carlier) -

Seul. 27-11-1928 Renvoi pour avis à la C<sup>te</sup> des Finances



Projet de loi portant modification  
de l'article 21 de la loi du 5 août 1920 sur le  
crédit mutuel et la coopération agricole

Levée du Sénat  
du mardi 24 Dec 1928

Adopté

Le 1er, adopté par la Chambre des députés, au nom de M. le ministre de l'agriculture et de M. le ministre des finances, portant modification de l'article 21 de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 774.

Levée de CC de  
21 Janvier 1929

Rapporteur: M. Calvez

Levée du Sénat  
du 7 Mars 1929

Débat du rapport

Levée du 22 Mars  
1929

Adoption du projet de loi.



Article 88 de la loi de finances (1929)  
 relatif aux dépenses de finances  
 et relatif à la création d'une  
 Caisse nationale de réassurance agricole -

Leurs de 1928  
 du 14 Dec. 28

Rapporteur: M. Caster.

Rapport sur le service public et vote - ?  
 V. d. séance du 21 Dec. 1928 -



Proposition de loi tendant à  
admettre les petits artisans au bénéfice des  
prêts à long terme du crédit agricole

Levée du 15 Janvier  
1929

Débat :

2° De M. Cassez et plusieurs de ses collègues tendant à admettre les petits artisans au bénéfice des prêts à long terme du crédit agricole. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 7.

Distribution :

Levée de l'Assemblée  
du 21 Mars 1929

Rapporteur : M. Cassez

Levée du Sénat  
du 22 Mars 1929

Débat du rapport :

Levée du Sénat du  
27 Décembre 1929

Adoption de la proposition de loi.



47

*Proposition de loi autorisant  
les fermiers à demander la révision des  
baux à prix d'argent passés dans la période  
d'exagération du prix des denrées.*

*Séance de Sénat  
du 4 Mars 1933*

*Pour avis*

— Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture, de la proposition de loi de M. Brager de La Ville-Moisan autorisant les fermiers à demander la révision des baux à prix d'argent passés dans la période d'exagération du prix des denrées.

*Séance de Com.  
du 21 Mars 1933*      *Rapporteur: M. Jonon.*

*S' 31 mai 1933*

*Question préalable votée par le Sénat*

31-5-33 — 5 —  
QUESTION PRÉALABLE

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la commission de législation civile et criminelle la lettre suivante:

« Paris, le 30 mai 1933.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 19 mai 1933, la commission de législation civile et criminelle a décidé de demander au Sénat de prononcer la question préalable sur les propositions de loi suivantes:

« Proposition de loi ayant pour objet d'apporter des modifications à la répression pénale de certains délits (n° 674, année 1924);

« Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 26 avril 1919 dans le but de permettre l'accès de la magistrature à tous les avoués même non licenciés (n° 608, année 1926);

« Proposition de loi sur la révision des baux à ferme (n° 795, année 1928);

« Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1929 (n° 90, année 1930);

« Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à reporter au lendemain la date de l'origine ou de l'expiration d'une location lorsque cette date tombe un jour de fête légale (n° 567, année 1930);

« Proposition de loi tendant à réduire le montant des fermages exigibles (n° 737, année 1932).

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« LUGOL. »

Je consulte le Sénat sur les conclusions de la commission de législation civile et criminelle, tendant à prononcer la question préalable.

(Les conclusions de la commission sont adoptées.)

*Fus. Com. de Législation*



Projet de loi tendant  
à modifier et compléter la loi  
du 5 avril 1928 sur les assurances sociales

Le Sénat  
du 14 mars 1929

Dépôt  
(renvoi pour avis)

Dépôt, par M. Louis Loucheur, ministre du travail, au nom de M. le président du conseil, de M. le ministre des finances, de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de M. le ministre de l'agriculture et au sien, d'un projet de loi tendant à modifier et compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales. — Renvoi à la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 168.

Retrait  
par le Sénat  
et dépôt  
d'un nouveau texte

Le Sénat  
du 21 mars 1929

Rapporteur : M. Macquet

Le Sénat  
du 19 mars 1929  
Le Sénat  
du 26 mars 1929

Fond: Projet d'hygiène

Dépôt du rapport au Sénat de la Commission d'hygiène  
(par M. Fournier)  
Rais: Projet de finances



49

Proposition de résolution de M. Israël  
en vue d'attirer un recrutement plus large  
des professeurs d'Agriculture

12. — Dépôt d'une proposition de résolution  
de M. Alexandre Israël et un grand nom-  
bre de ses collègues tendant à inviter le  
Gouvernement à assurer un recrutement  
plus large des professeurs d'agriculture et,  
à cet effet, de proposer d'urgence au Parle-  
ment les mesures propres à améliorer leur  
situation, plus particulièrement à leur en-  
trée dans cette carrière. — Renvoi à la  
commission de l'agriculture. — N° 190.

Séance du Sénat  
du 21 Mars 1929

Dépôt

Rouge de Caux  
du 8 Mai 1929 Rapporteur: M. L. Sibonne

Séance du Sénat  
du 4 Juillet 29

Dépôt du rapport (par M. Sibonne)

Séance du Sénat  
du 24 Juillet 29 Adoption de la proposition de résolution

Séance du Sénat  
du 16 Août 1929

Renvoi pour avis à la C<sup>te</sup> des Finances



SÉNAT

Secrétariat Général  
de la  
Questure

République Française

Paris, le

Projet relatif aux délais  
impartis aux  
caisses 192

Séance du Sénat du 11 Juillet 1899

Dépôt d'un projet de loi tendant  
à modifier la loi du 5 Mai 1888  
sur les assurances sociales.

Renvoyé à la Commission d'Hygiène - N° 428

Séance du Sénat du 12 Juillet 1899  
(1<sup>re</sup> séance)

Renvoyé pour avis à  
la Commission des Finances

du Sénat ci-dessus

Séance du Sénat du 16 Juillet 1899  
Renvoyé pour avis à la Commission d'Agriculture

Séance du Sénat du 18 Juillet 1899 (2<sup>e</sup> séance)

Dépôt du rapport de la Commission d'Hygiène  
(voir ci-dessus) T. I. V. 8



Mais d'accord

et prêt de lui

adopté

à la séance du

18 Juillet 1909



SÉNAT

République Française

Paris, le 192

Secrétariat Général  
de la  
Questure

Satut  
du

Journal Officiel :

Compte du Sénat de 26 Juillet 1929

8. — Retrait d'un projet de loi (n° 168) tendant à modifier et compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales. — N° 545.
9. — Dépôt, par M. Louis Loucheur, ministre du travail, au nom de M. le président du conseil, de M. le ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, de M. le ministre des finances, de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et de M. le ministre de l'agriculture, d'un projet de loi tendant à modifier et compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales. — Renvoi à la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales. — N° 546.

Renvoyé pour avis à la C<sup>te</sup> des Finances  
le 22 octobre 1929.

Paris Agriculture ?

Demande  
l'avis ?



Proposition de résolution de M. Cassez  
 en vue d'avances pour assurer les opérations à long terme  
du crédit agricole

12. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cassez et un grand nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à mettre à la disposition du crédit mutuel agricole les avances nécessaires pour assurer les opérations de crédit agricole à long terme. — Renvoi à la commission de l'agriculture, et pour avis, à la commission des finances. — N° 320.

Séance du Sénat déposé  
 du 30 mai 1899

Séance de Chambre  
 du 1<sup>er</sup> juin 1899 Rapporteur : M. Cassez

Séance du Sénat déposé du rapport (par M. Cassez)

Séance du Sénat  
 du 24 juillet 1899 Adoption de l'ensemble de la proposition et résolution.

Séance du Sénat des Aff. Financières  
 du 20 mai 1899

Séance du Sénat déposé de l'avis (M. N. Jarry)



Proposition de résolution de M. Chagnaud  
tendant à encourager la production des  
céréales panifiables.

Seance du 21<sup>er</sup> Juin  
du 20 Juin 1929

10. — Dépôt d'une proposition de résolution  
de M. Chagnaud et plusieurs de ses col-  
lègues tendant à encourager la production  
des céréales panifiables (blé et seigle). —  
Renvoi à la commission de l'agriculture et,  
pour avis, à la commission des finances. —  
N° 360.

Seance du 24<sup>er</sup>  
du 4 Juillet 1929

Rapporteur: M. Gaston Corvère.

S 25-6-34

Voté de la Commission Préalable

Seance du 21<sup>er</sup> Juin  
du 20 Juin 1929

Rendu:

Rais: Ch. Finances



*Proposition de loi de M. Ralberti  
tendant à favoriser la reconstitution des  
plantations endommagées par les intempéries  
par attribution de prêts à long terme*

7. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ralberti et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser la reconstitution des plantations endommagées ou détruites par les intempéries par l'attribution de prêts à long terme en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 407.

*Levée du Sénat  
du 4 Juillet 1929*

*Dépôt:*

*Levée de Cha  
du 18 Juillet 1929*

*Rapporteur: M. Marcel Donon*

*Levée du Sénat  
du 20 Décembre 1929*

*Dépôt du rapport.*

*S: 9-3-34*

*Vote de la Question préalable*

*Levée du Sénat  
du 24 Juillet 1929*

*Quatrième avis:  
Com. des Finances.*



avis départemental  
Ch. des Finances

Proposition de résolution: M. V. L. L. L.,  
tendant à inscrire au budget des crédits  
en vue de subventionner  
les transports automobiles  
agricoles

Renvol, pour avis, à la commission de  
l'agriculture, de la proposition de résolution  
tendant à inscrire au budget des crédits en  
vue de subventionner, dans de certaines  
conditions, les transports automobiles syn-  
dicaux agricoles

Session du Conseil Général  
du 18 Juillet 1929 pour avis

Session de 1929 Rapporteur: M. Gaston Carrère.  
du 5 Décembre 1929

Session du 16 Juillet 1929 Fond: Ch. des Finances -



Projet tendant à modifier et compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales.

Le 12<sup>e</sup> de l'Assemblée 429 Renvoi pour avis =

Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture du projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales.

(N° 5467)

Le 12<sup>e</sup> de l'Assemblée 5 décembre 1929 Rapporteur: M. Machet

Le 12<sup>e</sup> de l'Assemblée 1930 (juin) Dépôt des Paris

12. — Dépôt, par M. Machet, d'un avis de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi tendant à modifier et compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales. — N° 39.

Le 12<sup>e</sup> de l'Assemblée 1930 - Vote par le Sénat et transmission à la Chambre

Le 12<sup>e</sup> de l'Assemblée 1930 - Dépôt =

Dépôt, par M. Pierre Laval, ministre du travail, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du budget, de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de M. le ministre de l'agriculture et au sien, d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, tendant à modifier et compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales. — Renvoi à la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la commission de l'agriculture, à la commission des finances, à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, à la commission de législation civile et criminelle, à la commission de l'administration générale, départementale et communale, à la commission des travaux publics. — N° 290.

Vote

Tout: Révisé.

Le 12<sup>e</sup> de l'Assemblée 1929: Dépôt du rapport de la Commission d'hygiène.

Le 12<sup>e</sup> de l'Assemblée 1930 " " " " (Nouveau Texte)



# Office du blé

5. — Dépôt, par M. Jean Hennessy, ministre de l'agriculture, d'un projet de loi portant création d'un office du blé. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes. — N° 610.

Léon du Sénat dépôt  
du Jeudi 7 Novembre 1899

Léon de Ch. du Rapp. sur: M. Denon.  
5 Décembre 1899

Sur objet  
d'autres projets.  
dép. (M. Denon)

89.3-34

Vote de la Question préalable

Léon du Sénat  
7 Novembre 1899

Renvoi par avis à la Ch. du Commerce

Léon du 14 Nov.  
29

" " " à la Ch. des Finances



*Proposition de résolution  
tendant à provoquer un congrès annuel  
= chargé de rechercher les moyens de  
parer aux crises agricoles*

6. — Dépôt d'une proposition de résolution  
de MM. Alfred Brard et Rio tendant à in-  
viter le Gouvernement à provoquer la réu-  
nion à Paris d'un congrès annuel chargé  
de rechercher les moyens de parer aux crises  
agricoles. — Renvoi à la commission de  
l'agriculture — N° 611.

*Séance du Sénat* *Dépôt*  
*du 14 nov. 1889*

*Séance de l'Assemblée*  
*5 décembre 1889*

*Rapporteur: M. Joseph Faure.*



# Projet de loi relatif au Commerce des blés

Séance de nuit  
du 21 novembre 1929

Dépôt

5. — Dépôt, par M. Jean Hennessy, ministre de l'agriculture, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au commerce des blés.  
Lecture de l'exposé des motifs.  
Déclaration de l'urgence.  
Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des douanes et des conventions commerciales — N° 622.

Séance de nuit  
du 21 novembre 1929

Rapporteur: M. Marcel Donon

Séance de nuit  
du 21 novembre 1929

Dépôt du rapport

6. — Dépôt, par M. Marcel Donon, d'un rapport, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au commerce des blés. — N° 623.  
Dépôt de l'avis de M. Noël, présenté au nom de la commission des douanes et des conventions commerciales, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au commerce des blés. — N° 624.  
Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Séance de nuit  
du 23 nov. 1929

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

Séance du 27 nov. 29

Dépôt du même projet, retour de la Chambre, après modifications.

Séance du 28 nov. 1929

Dépôt du 2<sup>e</sup> rapport par M. Donon.

Séance du 29 nov. 29  
nuit

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

Séance de nuit  
du 21 nov. 29

Renvoi pour avis = Com. des Douanes.

Séance du 29 nov. 29

Dépôt du 2<sup>e</sup> avis de la Com. des Douanes.



# Relèvement des droits de douanes sur les Sucres - (Projet de loi)

Levée du Sénat  
du 22 Novembre 1899

Dépôt  
Renvoi pour avis

3. — Dépôt, par M. Henry Chéron, ministre des finances, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre des affaires étrangères, de M. le ministre du commerce et de l'industrie, de M. le ministre de l'agriculture et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant relèvement des droits de douane sur les sucres et diminution du droit de consommation sur les mêmes produits.  
Lecture de l'exposé des motifs.  
Déclaration de l'urgence.  
Renvoi à la commission des douanes et des conventions commerciales et, pour avis, à la commission des finances et à la commission de l'agriculture. — No 627.

Levée du Sénat  
du 28 Nov. 1899

Dépôt de l'avis =

Dépôt de l'avis de la commission de l'agriculture, présenté par M. Marcel Donon, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant relèvement des droits de douane sur les sucres et diminution du droit de consommation sur les mêmes produits. — No 627.  
Inscription de la discussion à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Levée du Sénat  
du 28 Novembre 1899

Adoption de l'ensemble du projet de loi -

Levée du Sénat  
du 22 Nov 99 -  
Levée du Sénat  
du 28 Nov. 99  
(Levée)

Trouv. Com. des Douanes  
Avis : Com. des Finances  
Dépôt de l'avis de la Com. des Finances -



Proposition de résolution de M. V. Boret  
tendant à prendre des mesures contre le doryphore

Léon de Vaut  
du 15 décembre 1894

Dépot

19. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Victor Boret et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures indispensables contre le redoutable fléau que constitue le doryphore. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 679.

Léon de Vaut = M. V. Boret, rapporteur  
du 25 mars 1895

Léon de Vaut  
du 28 mars 1895

Dépôt du rapport



Proposition de loi de M. Rolland  
relative au renouvellement des  
contrats d'assurance par tacite reconduction

Séance du 14 Mars 1925  
10 heures 45

Séance

20. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rolland tendant à rendre applicables aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles les dispositions des articles 55 et 58 du décret du 8 mars 1922 relatifs au renouvellement des contrats d'assurances par tacite reconduction. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 680.

Séance du 14 Mars 1925  
10 heures 45

M. Carlier, rapporteur

Cm. 13-2-35

M. Guillemot rapporteur en remplacement de M. Carlier



Exp. n° 101 - de M. Cassez. ....  
en vue du remembrement de la propriété

Session de l'Assemblée  
du 12 Juin 1899

Dépôt  
Avis

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cassez et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux acquisitions de parcelles contiguës, en vue du remembrement de la propriété, les exemptions fiscales prévues pour les échanges d'immeubles ruraux. — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 682

Session de l'Assemblée  
du 27 Décembre 1899

Reporteur M. Victor Barret.

Fait Com. des Finances



Prop de loi de M. Cassez  
= Bénéfices aux Communes et  
Syndicats de communes  
de prêts à court terme

Seance du Sénat  
du 20 Decembre 1929

Débat

La 1<sup>re</sup>, de M. Cassez et plusieurs de ses collègues, tendant à faire bénéficier les communes et les syndicats de communes de prêts à court terme consentis par les caisses de crédit agricole mutuel avec leurs dépôts. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N<sup>o</sup> 723.

Seance de Com  
du 27 Decembre 1929

Rapporteur: M. Cassez -

Seance du 1<sup>er</sup> Janvier  
1930 (Sénat)

Débat de rapport (par M. Cassez)

Seance du Sénat  
du 10 Juillet 1930

Adoption de l'article unique

Seance du 3 Juillet 30

Débat de l'avis de la C<sup>o</sup> des Finances -



Prof. et C<sup>ie</sup> de M. Maurice Sarraut...  
tendant à empêcher le  
Mouillage des vins.

Léon de Saint-Clément  
27 Décembre 1929 pour avis

22. - Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Sarraut et plusieurs de ses collègues, tendant à empêcher le mouillage des vins. - Renvoi à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la commission de l'agriculture. - N° 765.

Léon de Saint-Clément  
de l'Assemblée  
M. Jean Sarraut, Rapporteur

S. 18 FEB 1936

Vote de la Question préalable

Fond: 27. 12. 1929  
Com. du Commerce



# Projet de loi sur les vins (vins de coupe)

Séance du Sénat  
du 29 décembre 1919

4. — Dépôt, par M. le ministre de l'agriculture, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les vins.

Lecture de l'exposé des motifs.

Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 788.

Séance de la Chambre  
du 29 déc. 1919

Rapporteur: M. J. Durand

Séance du Sénat  
du 29 déc. 1919

Dépôt du rapport

12. — Dépôt et lecture, par M. Jean Durand, d'un rapport au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les vins. — N° 792.

Avis de la commission des finances par M. Mario Roustan. — N° 793.

Discussion immédiate prononcée.

Urgence précédemment déclarée.

Discussion générale: MM. Maurice Sarraut, Marrou, Jean Hennessy, ministre de l'agriculture; Damecour et Henri Merlin.

Discussion des articles:

Art. 1<sup>er</sup> et 2. — Adoption.

Art. 3: MM. le rapporteur de la commission de l'agriculture, Mauger, le ministre de l'agriculture et Jenuvriér. — Adoption.

Art. 4. — Adoption.

Art. 5: MM. Mauger et P.-E. Flandin, ministre du commerce. — Adoption.

Art. 6, 7 et 8. — Adoption.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

Séance  
du 29 déc. 1919

Adoption de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi

M. J. Durand

Séance de la Chambre  
du 29 déc. 1919

Dépôt de l'avis



Proposition de loi -  
 sur l'extension de la loi du 5 avril 1920  
 sur le crédit mutuel  
 aux Chambres d'agriculture

Seance du Sénat  
 du 13 février 1930

Dépôt d'une proposition de loi de M. Bienvenu Martin et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la loi du 5 avril 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles aux chambres d'agriculture et à certains groupements ayant pour but la protection agricole. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 50.

Seance de la Chambre  
 du 13 mars 1930 Rapporteur: M. Cassez

Seance du Sénat  
 du 14 avril 1930

Dépôt du  
 rapport

3. — Dépôt, par M. Cassez, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de loi de M. Bienvenu Martin et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la loi du 5 avril 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles aux chambres d'agriculture et à certains groupements ayant pour but la production agricole. — N° 208.

S 25-6-34

Vote de la Question Préable

(question réglée par l'art 34 loi de fin 16/4/1930)

Seance du Sénat  
 du 10 avril 1930

Renvoi pour avis à la C. des Finances -



Rapporteur de loi: M. H. Merlin =  
 = interdiction en temps de paix  
 d'installer champs de tir par avions  
 sur terrains de culture et pâturage.

Seance du Sénat  
 du 27 février 1930

Dépôt

Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Merlin et plusieurs de ses collègues tendant à interdire, en temps de paix, l'installation de champs de tir par avions, soit par voie d'expropriation, soit par voie de réquisition, sur des terrains utilisés depuis trois années au moins pour la culture ou pour le pâturage. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 73.

Seance de Com. des  
 27 mars 1930

Rapporteur: M. Boucard.

Seance du 27 avril  
 1930

Dépôt du rapport (sur la Boucard)

Cr. 14-2-34

Rapporteur: M. Jacquet

Seance du 26 juin  
 1930

Renvoi à la C<sup>o</sup> de l'air (après discussion) et à la C<sup>o</sup> de Législation.



*Proposition de résolution*  
*Credit mutuel agricole*  
*aux victimes des inondations du*  
*Sud-Ouest*

4. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand et plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement à mettre à la disposition du crédit mutuel agricole une avance de 500 millions pour prêts à long terme à taux réduit aux victimes des inondations du Sud-Ouest et du Midi de la France. — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 89.

*Levée du vint*  
*10 Mars 1930* *Député*  
*10 Mars 1930* *10 Mars 1930*

*Levée du vent*  
*du 10 Mars 1930*

*Rapporteur: M. Calmel*

*S. 13 JUIN 1935*

*Vote de la Question Préable*

*Levée du vent*  
*du 10 Mars 1930*

*Fond: Finances*



Retro

168

Projet de loi tendant à permettre aux Communes  
de l'inférieur du crédit agricole à long terme  
pour travaux d'irrigation et de drainage

Session de Séant  
du 1<sup>er</sup> Juin 1926

Dépôt

et envoi au fond à la C<sup>te</sup> le 1<sup>er</sup> Apr.

Session de C<sup>te</sup>  
du 13 Mars 1930  
" " " " Séant

Rapporteur: M<sup>r</sup> Castel  
Dépôt du rapport.

Session du 16 Juillet  
1932

Adoption de la proposition de loi.

Session de Séant  
du 14 Mars 1930

Envoi pour avis à la C<sup>te</sup> des Finances

Session du 1<sup>er</sup> du  
17 Février 1931  
à 26 Février 1931

Envoi pour avis à la C<sup>te</sup> & Administration par  
Dépôt de l'avis de la C<sup>te</sup> & Administration par



Fond  
Commerce

169

S<sup>r</sup> de loi: Plus du Sucrage  
des Vins

Leau de Lait  
de 18 Mars 1930

Débat, renvoi pour  
avis

3. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaudaud tendant à prévenir les abus du sucrage des vins. — Renvoi à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 101.

Leau de Lait  
de 18 Mars 1930

Rapporteur: M. Calmel

Leau de Lait de  
-18 Mars 1930-

Fond: C<sup>te</sup> du Commerce

Leau de Lait de  
11 Juin 1931

Débat du rapport de la C<sup>te</sup> du Commerce - (M. Laperas -)  
(n° 539-1931)



# Commerce des Alis

(prorogation jusqu'au 31 juillet 1930)

Levée du Sénat  
du 27 Mars 1930

Dépôt  
pour avis

[Levée du 28 Mars]

8. — Dépôt, par M. Germain Martin, ministre du budget, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés:  
Le 1er, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre du commerce, de M. le ministre des finances et de M. le ministre du budget, prorogeant jusqu'au 31 juillet 1930 l'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 1er décembre 1929. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 164.

Renvoi pour avis

Levée du Com  
du 31 Mars 1930

Rapporteur: M. Bousquet

Levée du 28 Mars  
1930

Fond: Com. des Douanes

" "

Avis: Finances

4. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour examen au fonds, à la commission des douanes, du projet de loi prorogeant, jusqu'au 31 juillet 1930, l'application des dispositions de l'article 4 de la loi du 1er décembre 1929, et, pour avis, aux commissions de l'agriculture et des finances.



# Stocks permanents de blés et farines.

Le 2<sup>e</sup>, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre du commerce, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du budget et de M. le ministre de la guerre, tendant à la constitution d'un stock permanent de blés et farines et à l'institution d'une prime de conservation. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N<sup>o</sup> 165.

Levée du Sénat  
du 27 Mars 1980

Dépôt

Levée du Sénat  
(Sénat.) 1980-

Dépôt du rapport (Th. Duval)

Levée de l'Assemblée : Th. Duval, rapporteur.  
du 18 Mars 1980-

Levée de l'Assemblée  
du 25 Avril 1980

Adoption du projet de loi.



# Sociétés de gestion forestière

272

Séance du 2<sup>e</sup> juil  
2 avril 1930

Dépôt

La 2<sup>e</sup>, de MM. Yves Le Trocquer, Edouard Nérin et plusieurs de leurs collègues, relative aux sociétés de gestion forestière. — Renvoi à la commission de l'agriculture, et pour avis, à la commission des finances. — N° 202.

Séance du 11 juin 1930

Rapporteur: M. Courau

Séance du 17 dec 1931

Dépôt du rapport (M. Courau.)

Séance du 16 juin 1932

Dépôt d'un rapport supplémentaire (M. Courau.)

Séance du 15 juillet 1932

Dépôt d'un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire (M. Courau.)

Séance du Sénat  
du 2 avril 1930

Avis - Co. des Finances -



Expt de loi: mesures destinées à  
améliorer le marché des vins.

Séance du Sénat  
du 11 Avril 1880

Débat

6. — Dépôt, par M. Fernand David, ministre de l'agriculture, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du budget et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant adoption de mesures destinées à améliorer le marché des vins. — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 236.

Rapporteur: M. Carrère.

Séance du 10 Mai  
1880

Rapporteur du projet de loi -

Fond. Ch. des Finances -



# Régime des allocations (accidents du travail agricoles)

274

Levée du Sénat  
du 25 avril 1929  
Dépôt  
p. avis

5. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture, des conclusions du rapport de M. Mauger, au nom de la commission de l'hygiène, sur le projet de loi ayant pour objet de faire bénéficier les victimes d'un accident du travail agricole du régime des allocations institué par la loi du 15 août 1929.

Levée du Sénat  
du 11 mai 1929  
Rapporteur: M. ~~Mauger~~ Cadet

Levée du Sénat  
du 10 juillet 1929  
Dépôt de l'avis de la 1<sup>re</sup> (M. Cadet)

Levée du 11 juillet  
1929 (Sénat) = Adoption.

Fusil: 1<sup>er</sup> Régiment.



# Taxes des Coopératives agricoles

Séance du Sénat  
du 27 avril 1920

Dépôt pour  
avis

9. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Besnard tendant à compléter l'article 32 de la loi du 5 août 1920 (taxes des coopératives agricoles). — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 301.

Séance de la C<sup>m</sup> de  
11 juin 1920.

Rapporteur: M. ~~Barthou~~

Fond: C<sup>m</sup> des Finances.



# Privilege agricole

Leau de Saint de  
26 Juin 1880

Sept

20. — Dépôt d'une proposition de loi de  
M. Guillaume Chastenot tendant à instituer  
un privilège agricole. — Renvoi à la com-  
mission de l'agriculture. — N° 389.

Leau de Con  
du 12 Novembre 1880

Rapporteur: M. Calmel

Leau de 20 Novembre Renvoi au 1<sup>er</sup> Ch. de Finances.



Procès-verbal  
du 1<sup>er</sup> août 1840

L'Assemblée  
du 7  
Juillet 1840

Débat =

20. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les tromperies sur l'origine des noix. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 433.

L'Assemblée  
du 8  
Juillet 1840

Rapporteur = M. Joseph Favre

L'Assemblée  
du 11  
Juillet 1840

Adoption



J<sup>r</sup> de loi (W. Cavillon)  
Tendant à remédier  
à la crise que traverse  
act. la Linciculture

proposition

Dépôt d'une proposition de loi de M. Edmond Cavillon et un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures efficaces pour remédier à la crise que traverse actuellement la linciculture. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 471.

Remise au Sénat  
du 10 Juillet 1920

Dépôt

C<sup>r</sup> 11 Juillet 20 Rapporteur: M. Doumer

Seance du 11  
Juillet 1920 Proposé



# Séances aux Chambres d'agriculture

Séance du 1<sup>er</sup> du  
10 Juillet 1930

Dépôt

Dépôt d'une proposition de loi de M. Guillemot ayant pour objet de compléter et de modifier la loi du 3 janvier 1924 et le décret du 30 mars 1929 relatifs aux élections aux chambres départementales d'agriculture. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 468.

Séance du 12<sup>ème</sup> du  
12 Novembre 1930

Rapporteur: M. Guilleminot

Séance du 1<sup>er</sup> du

du 29 Nov. 1931

Rapporteur: M. Guilleminot

Séance du 8 Mars  
1932

Dépôt du rapport (M. Guilleminot) -

Séance du 12 Juillet  
1932

Adoption de la proposition de loi -



# Reboisement des terrains en montagne

Levée du projet de  
4 Novembre 1930

Le 3<sup>e</sup> au nom de M. le ministre de  
l'Agriculture, ayant pour but de faciliter le  
reboisement des terrains en montagne. —  
Renvoi à la commission de l'Agriculture. —  
N<sup>o</sup> 523.

Levée de l'ordre du  
12 Janvier 1931 Rapporteur: M. Macquet

Levée de l'ordre du  
7 Mai 1931 Rapporteur: M. F. David  
en remplacement de M. Macquet, R.P.

Levée du 22  
Décembre 1932. Dépôt du rapport (par M. F. David) —

Levée du 30 décembre  
1932. Rapporteur du projet de loi.



# Graines de Graminées impropres à la Semence

Grain du Sénat  
du 27 Juin 1881

Débat:

La 4<sup>e</sup>, tendant à interdire l'entrée en France des graines de graminées impropres à la semence. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 568.

Grain du Sénat  
du 5 Février 1881

Rapporteur: M. Langlois.

2<sup>e</sup> Grain du Sénat  
du 30 Juin 1881.

Débat du rapport (par M. Langlois.) -

Grain du Sénat  
du 3 Juillet 1881

Adoption de la proposition de loi



*Ordre du jour*  
*aux viandes salées*

*(M. Beaumont)*

*Léon de Lamoignon* *Sept*  
*(avis)*

2. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Beaumont et un grand nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi tendant à intégrer dans la loi, dite du cadenas, du 1<sup>er</sup> décembre 1929 les viandes salées, les viandes préparées, la charcuterie fabriquée, les conserves de viandes et les saindoux. — Renvoi à la commission des douanes et des conventions commerciales et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 25.

*Léon de Lamoignon* *Rapporteur: M. Beaumont*  
*12 Février 1931*

N° 26-2-35

*Vote de la*  
*Question préalable*

*Léon de Lamoignon* *Fond: Ch. des Douanes.*



Projet de loi  
relative à

Miels importés

Leur de l'État  
du 3 Février 1891

Dépôt

Importations. — N° 42.  
La 4<sup>e</sup>, tendant à exiger l'indication de leur  
origine pour les miels importés. — Renvoi  
à la commission de l'agriculture. — N° 43.

Leur de l'État  
du 12 Février 1891

Rapporteur: M. Doumer

Leur de l'État  
du 26 Février 1891

Dépôt du rapport. (M. Doumer) -

Leur de l'État  
du 10 Mars 1891

Adoption

13. — 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de  
loi, adoptée par la Chambre des députés,  
tendant à exiger l'indication de leur origine  
pour les miels importés.  
Déclaration de l'urgence.  
Adoption de l'article unique de la propo-  
sition de loi.



Projet de loi

tendant

relative à

la Répartition  
des affouages

Séance du Sénat  
du 3 Février 1881

Débat

La 5<sup>e</sup>, tendant à modifier et compléter l'article 105 du code forestier concernant la répartition des affouages. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 44.

Séance du Sénat  
du 22 Février 1881

Rapporteur: M. de ~~Castelnau~~

Séance de la C<sup>h</sup> du  
26 Fév. 1881-

Rapporteur: M. Darteigne, en remplacement de  
M. de ~~Castelnau~~ qui venait au rapport.

Séance du Sénat  
1<sup>er</sup> Mars 1882

Dépôt du rapport par M. Darteigne. -

Séance du Sénat  
du 23 Mars 1882

Adoption de la prop<sup>te</sup> de loi



# Modification article 11 de la Loi sur le régime des douanes

Loi sur le régime des douanes  
6 Mars 1981

Débat

La 2<sup>e</sup>, ayant pour objet de modifier le premier alinéa de l'article 11 des lois de douane codifiées. — Renvoi à la commission des douanes et des conventions commerciales et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 139.

Par

Rapporteur: M. Beaumont

Loi sur le régime des douanes  
6 Mars 1981

Débat  
Rapport

8. — Dépôt, par M. Beaumont, d'un avis de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des

députés, ayant pour objet de modifier le premier alinéa de l'article 11 des lois de douane codifiées. — N° 145.

Loi sur le régime des douanes  
6 Mars 1981

Adoption

9. — 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier le premier alinéa de l'article 11 des lois de douane codifiées.

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique de la proposition de loi.

Rapport de M. Beaumont déposé 6 Mars 1981 (M. Terrien)



Président  
d'autant...

à l'Assemblée pour le budget 1931  
le rétablissement du régime de liberté  
en faveur des bouilleurs de cru

4. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture de la proposition de résolution de M. Damecour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer pour le budget de 1931 le rétablissement du régime de liberté en faveur des bouilleurs de cru.

Seance du Sénat  
du 5 Mars 1931

Dépôt

Seance des Com  
du 10 Mars 1931

Rapporteur: M. Damecour

Seance du St  
du 17 Mars 1931

Dépôt de l'avis par M. Damecour

Seance du St  
3 Juillet 1931

Adoption de la proposition de résolution

Seance du Sénat  
du 28 Mai  
1931

Renvoi pour  
avis  
par Hygiène

renvoi, pour avis, à la commission de l'hygiène de la proposition de résolution de M. Damecour et un certain nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant au rétablissement du droit des bouilleurs de cru.



Présenté par M. Delhoume

Curage des rivières non navigables  
et assainissement des terres

Séance du Sénat  
du 17 Mars 1898 (pour avis)

9. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delhoume tendant à inviter le Gouvernement à proposer la modification de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux pour assurer méthodiquement et progressivement le curage des rivières non navigables et l'assainissement des terres. — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 210.

Séance du Sénat  
du 31 Mars 1898 Rapporteur = M. Delhoume

Séance du 19 Mars 89 Pour: Finances



*S. Riordan*

*projet à réorganiser  
l'attribution des prix spéciaux  
aux instituteurs  
Enseignement post-scolaire agricole*

*Séance du Sénat  
du 17 Mars 1921 (pour avis)*

6. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture de la proposition de résolution tendant à réorganiser l'attribution des prix spéciaux à accorder aux instituteurs et aux institutrices ruraux se distinguant dans l'enseignement post-scolaire agricole ou ménager agricole.

*Séance du Com. du  
17 Mars 1921 Rapporteur: M. Duchein*

*Séance du 18 Juin  
1921 Dépôt de l'avis (par M. Duchein) —*

*Séance du Sénat  
du 26 Juin 1921 Réponse de la Propos. de résolution —*

*Fond: Com. de l'Enseignement. (Rapport de M. Duchein)*



Attribution de prêts à moyen terme  
sur le crédit mutuel et la coopération  
agricoles.

Lein du Sénat  
du 27 Mars 1921 *déposé*

Le 2<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre des finances et de M. le ministre du budget, facilitant par de nouvelles avances de l'Etat l'attribution de prêts à moyen terme en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuels et la coopération agricoles en vue de favoriser l'intensification de la production agricole. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 314.

*Pr.* Rapports: M. Cassez.

Lein du Sénat  
du 27 Mars 1921 *déposé*

Dépôt, par M. Cassez, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, facilitant par de nouvelles avances de l'Etat l'attribution de prêts à moyen terme en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles, en vue de favoriser l'intensification de la production agricole. — N° 315.

Lein du Sénat  
1<sup>er</sup> 27 Mars 1921 Adoption de l'ensemble du projet de loi.

Lein du 27 Mars 21 Ruis = Com. Finances -



# Régime de l'admission temporaire des sucres

Séance du Sénat  
du 29 mars 1931

~~Débat~~  
~~Déposition~~  
avis =

Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture.  
a) Du projet de loi tendant: 1° à modifier certains droits de douane; 2° tendant à modifier le régime de l'admission temporaire des sucres; 3° à étendre aux sucres les dispositions de l'article 11 du décret du 28 décembre 1926 modifiant les textes législatifs concernant les douanes;

Com

Rapporteur: M. Langlois

2e Séance Sénat  
29 mars 1931

~~Débat~~ du ~~rapport~~ - (par M. Langlois) -

Séance du 31 Mars  
1931

~~Débat~~ Adoption du projet de loi

Séance 2e Mars 31  
" 29 " "

Fond: Com des Douanes  
Dépôt du rapport (M. Doucet) -



# Avenant à l'accord Franco-Allemand

b) Du projet de loi tendant à l'approbation de: 1° l'avenant signé le 3 février 1931 à l'accord franco-allemand du 17 août 1927; 2° l'arrangement signé le 20 février 1931 portant modification de certaines dispositions de la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928.

Séance du Sénat  
du 29 Mars 1931  
Poursuite  
avis =

Séance de M. du Rapporteur = M. Cailliez -  
31 Mars 1931

Séance du Sénat  
du 31 Mars 1931  
Dépôt du rapport > M. Cailliez >  
avis

Séance du St  
du 31 Mars 1931  
Adoption de l'ensemble du projet de loi -

Séance du 26 Mars 1931  
Fond = Com. des Douanes -



Projet  
tendant à modifier les titres III et IV  
du Livre 1<sup>er</sup> du Code du Travail - - - -

Le Sénat du 5 mai 1931  
Dépôt  
p. avis

Le 1<sup>er</sup>, au nom de M. le ministre du travail, de M. le ministre de l'agriculture et de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à modifier les titres III et V du Livre 1<sup>er</sup> du code du travail et l'article 2101 du code civil. — Renvoi à la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales et, pour avis, à la commission de l'agriculture et à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes. — N° 440.

Le Sénat du 16 juin 1931  
Rapporteur: M. Darbigny -

Le Sénat du 15 dec. 1931  
Dépôt de l'avis (p. M. Darbigny) -

Le Sénat du 21 janvier 1932  
Adoption de l'ensemble du projet de loi -

Le Sénat du 5 mai 1931  
Fond = Com. de l'Hygiène -  
Avis = Com. de Commerce -

Le Sénat du 11 mai 1931  
Dépôt du rapport de la Com. de l'Hygiène: M. François de Menthon -  
Le Sénat du 27 mai 1931  
Renvoi pour avis à Com. de législation



Mme Quentin  
voir page 16

293

Indemnité pour plus-value  
au fermier sortant

Loi du Sénat  
du 7 mai 1928

Deuxième  
avis

8. — 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder une indemnité pour plus-value au fermier sortant.

Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture.  
Retrait de l'ordre du jour.

(n° 491. année 1928)

Rapporteur: M. Damecour.

Loi 4-4-33

Dépôt →

4. Avis présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder une indemnité pour plus-value au fermier sortant, par M. Damecour. — N° 221.

S 15-12-33

Renvoi à une séance ultérieure

3. — Dépôt, par M. Lugol, d'un rapport, au nom de la commission de législation civile et criminelle, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder une indemnité pour plus-value au fermier sortant. — (N° 285. - 1929)

(non imprimée)

Fond: Ch. de Législation

Rapport supplémentaire Lugol n° 163-1931  
2<sup>e</sup> " " " n° 231-1932



attributions et le fonctionnement de l'office national du combattant. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

— 15 —

**COMMISSIONS MUNICIPALES EN ALGERIE**

(Ajournement d'un projet de loi.)

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi tendant à proroger le mandat des membres des commissions municipales des communes mixtes et des membres des djemâas, en Algérie.

Mais M. Viollette a demandé le renvoi de la délibération à la prochaine séance.

**M. le général Bourgeois, président de la commission de l'Algérie.** La commission est d'accord avec M. Viollette.

**M. le président.** Il n'y a pas d'opposition ?...

La délibération est renvoyée à la prochaine séance.

— 16 —

**TARIF DOUANIER. — IODE BRUT ET DERIVES**

(Adoption d'une proposition de loi.)

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à la modification des articles 055, 056, 0162 du tarif douanier, concernant l'iode brut et ses dérivés.

Je rappelle que l'urgence a été précédemment déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

**M. le président.** Je donne lecture de cet article :

*Article unique.* — Le tarif des douanes est modifié ainsi qu'il résulte du tableau suivant, en ce qui concerne les marchandises désignées dans ce tableau :

NUMÉROS du tarif.	PRODUITS	UNITÉ de perception.	TARIF	
			général.	minimum.
			francs.	francs.
055	Iode brut.....	Kilogr.	450	75
056	Iode raffiné (bisublime).....	—	450	450
0162	Cendres de varech.....	Tonne.	750	750

Je mets aux voix l'article unique.

(La proposition de loi est adoptée.)

— 17 —

**INDEMNITE AU FERMIER SORTANT**

Ajournement d'une proposition de loi.

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder une indemnité pour plus-value au fermier sortant.

La parole est à M. le président de la commission de l'agriculture.

**M. Gaston Carrère, président de la commission de l'agriculture.** Messieurs, je me tourne vers le représentant de la commission de législation et je lui demande s'il voudrait bien consentir au renvoi de la discussion de cette proposition.

La commission de l'agriculture a été occupée ces derniers temps par la proposition de loi relative à la revision des baux ruraux et il ne lui a pas été possible d'appliquer son attention sur la proposition concernant l'indemnité pour plus-value au fermier sortant.

Je rappelle cependant, qu'à l'occasion de ce débat, la commission de l'agriculture a fait connaître son sentiment : il n'est pas inutile de rappeler que, gardienne essentielle des intérêts agricoles dans cette Assemblée, elle a demandé que l'indemnité au fermier sortant soit incorporée au projet de loi relatif à cette revision.

Aujourd'hui que se passe-t-il ? Notre vénéré doyen M. Damecour, après avoir rédigé son avis, nous demande un délai pour le mettre au point ; nous nous demandons alors si nous pouvons prendre

la responsabilité, dans ces conditions, de faire venir devant l'Assemblée une proposition de cette importance.

**M. le rapporteur de la commission de législation** dira peut-être que cette affaire est depuis bien longtemps devant les Assemblées : l'indemnité due au fermier sortant fait partie du patrimoine de projets législatifs sur l'économie rurale ; il y a presque un siècle qu'on discute sur le sujet dans les assemblées agricoles. Si l'accord n'est pas fait c'est que l'agriculture française n'est pas semblable aux agricultures étrangères, qu'il y a en France des particularités culturelles et des amodiations régionales dont il faut tenir compte pour faire œuvre équitable envers les fermiers et les propriétaires.

Je demande donc à M. le rapporteur de vouloir bien consentir au renvoi de la discussion. Qu'il soit assuré qu'à son prochain rendez-vous la commission d'agriculture ne fera pas défaut à son appel, car elle a toujours affirmé la volonté de défendre les intérêts légitimes des fermiers améliorateurs.

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur de la commission de législation.

**M. Lugol, rapporteur de la commission de législation.** Je me garderai de demander quoi que ce soit au Sénat qui puisse mettre dans l'embarras la commission de l'agriculture et en particulier son distingué président et notre vénérable doyen M. Damecour, rapporteur pour avis ; mais je tiens à mettre le Sénat en face de la situation.

La proposition de loi qui vient d'être appelée pour la discussion est devant nous depuis plus de deux ans et elle est inscrite à l'ordre du jour de séance en séance depuis plusieurs semaines. Mon rapport que

vous avez entre les mains est distribué depuis bientôt deux ans. Avant son dépôt et depuis, la commission de l'agriculture et la commission de législation se sont réunies ensemble à plusieurs reprises pour se mettre d'accord sur le texte et cet accord avait paru s'être fait. Je pouvais donc espérer, la proposition étant à l'ordre du jour, qu'elle allait être discutée et voici qu'il y aurait un nouveau retard. Je suis pris entre mon désir naturel de déférence et mon devoir de rapporteur.

On nous dit que M. Damecour n'a pas déposé son avis et qu'il est nécessaire que cet avis soit distribué avant la discussion. Soit ! Voulez-vous, alors, mon cher président, si vous n'êtes pas pour cette raison en état d'aborder la discussion aujourd'hui, faire un effort en réunissant votre commission, par exemple, demain ? Je sais que M. Damecour a préparé depuis longtemps son avis ; il pourra donc le soumettre à votre commission et, si celle-ci l'approuve et si, comme je le crois, il est favorable à la proposition, nous pourrions dès demain, si la proposition de loi est mise de nouveau à l'ordre du jour, aborder la discussion. Elle ne se terminera probablement pas dans une seule séance. Cela vous permettra de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, comme vous le disiez tout à l'heure, la défense des agriculteurs que vous représentez ici et que nous entendons nous-mêmes servir en faisant voter le texte que la commission de législation a adopté et qu'ils attendent.

Dans ces conditions, je demande au Sénat de vouloir bien inviter sa commission de l'agriculture à faire un effort, à se réunir aussi rapidement que possible, à déposer son avis et à accepter la fixation ferme à l'ordre du jour de demain ou bien en tête d'une séance de la semaine prochaine, pour que cette proposition de loi puisse venir enfin utilement en discussion et être votée avant les vacances prochaines.

**M. Lefas.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Lefas.

**M. Lefas.** Messieurs, je voudrais joindre mon appel à celui du distingué rapporteur de la commission de législation. Je crois avoir été le premier à déposer en 1919, au lendemain de la guerre, une proposition de loi concernant l'indemnité de plus-value au fermier sortant.

**M. Lugol, rapporteur de la commission de législation.** C'est exact.

**M. Lefas.** C'est vous dire quelle hâte nous aurions de la voir venir en discussion.

Nous ne pouvons certes pas refuser à notre vénéré doyen le répit de quelques jours qu'il demande, avec la commission de l'agriculture. Mais nous lui demandons de faire effort pour que ce retard soit extrêmement court car — je me permets d'appeler sur ce point sa bienveillante attention — il va y avoir le 23 avril des sorties de fermiers ; la Saint-Georges est une des grandes échéances de l'année, et si nous n'avons pas une discussion très prompte de ce texte, nous ne pourrions pas arriver en temps utile. D'ailleurs, le budget viendra ensuite nous prendre toutes nos heures de séances, et alors quand pourrions-nous aboutir ?

Nous avons donc confiance que M. le président de la commission de l'agriculture et que la commission de l'agriculture tout entière voudront bien faire l'effort et la diligence nécessaires pour que nous puissions le plus tôt possible aborder cette si intéressante question.



**M. Damecour, rapporteur de la commission de l'agriculture.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur de la commission de l'agriculture.

**M. Damecour, rapporteur de la commission de l'agriculture.** Messieurs, je suis étonné de la précipitation avec laquelle on veut faire venir en discussion la proposition concernant l'indemnité au fermier sortant. Depuis deux ans, la commission de législation a le projet de M. Cautru entre les mains. Elle a mis deux ans à faire son rapport, si bien que M. Tardieu, alors ministre de l'agriculture, voyant qu'il n'y avait pas accord entre la commission de législation et la commission de l'agriculture, a formé dans son ministère un comité d'étude du fermage et du métayage. Je me suis rendu à ce comité. Nous y avons préparé un projet, qui a d'ailleurs reçu l'approbation de M. Lugol.

Nous sommes également, nous, à la commission de l'agriculture, désireux de nous inspirer de ce projet. Mais nous avions la question de la revision des baux à ferme. Or, la revision des baux à ferme nous intéressait d'abord parce qu'il y avait là des principes sur lesquels nous aurons à nous appuyer, notamment l'indemnité que vous avez votée pour la revision des baux.

Maintenant que la question est résolue au Sénat et qu'elle va être résolue à la Chambre, je ferai mon possible pour que M. Carrère veuille bien accepter la discussion à la commission de l'agriculture.

Voici la situation. Mon avis est rédigé depuis longtemps. J'ai offert aujourd'hui à la commission de lui en donner lecture. Nous n'avons pu le faire à cause de certaines circonstances qui attireraient notre attention par ailleurs. Mais dans notre prochaine réunion, ce rapport sera lu et, s'il est adopté, je le déposerai aussitôt, et il sera distribué et dans deux semaines nous pourrions discuter.

**M. Lugol, rapporteur de la commission de législation.** Je réponds, au nom de la commission de législation, qu'il y a deux ans qu'elle a terminé l'étude de cette proposition. Pour ma part, j'ai fait trois rapports; un qui n'a pas été mis en distribution parce que la commission a décidé de remettre la question à l'étude; les deux autres ont été imprimés et distribués; et le dernier a été déposé par moi le 5 mars 1931, et depuis nous attendons la discussion.

On ne peut vraiment pas dire que la commission de législation soit responsable du retard, en quelque manière que ce soit.

**M. le président.** Le Sénat me semble d'accord pour renvoyer la discussion de cette proposition de loi. La commission propose une date ferme, celle de mardi prochain, en tête de l'ordre du jour.

**M. Lugol, rapporteur de la commission de législation.** Je suis aux ordres du Sénat.

**M. Gaston Carrère, président de la commission de l'agriculture.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le président de la commission de l'agriculture.

**M. Gaston Carrère, président de la commission de l'agriculture.** Je suis encore une fois au regret de ne pouvoir donner mon adhésion à la proposition de M. le rapporteur de la commission de législation, qui demande que ce projet soit discuté mardi prochain.

Notre vénéré doyen, dont la vigueur d'esprit est le meilleur plaidoyer pour le renvoi de cette discussion, a indiqué que son avis n'était pas imprimé, qu'il devait le présenter à la commission de l'agriculture; d'autre part, je me permets de dire amicalement à notre collègue M. Lugol que ce texte, dont l'élaboration a été difficile, puisqu'il est resté deux ans sur le champ parlementaire — laissez-moi employer cette expression agricole — ou plutôt devant la commission de législation, a fait l'objet de conclusions contradictoires.

Comment se fait-il, en outre, que la proposition, qui, depuis si longtemps, était en sommeil, ait été mise brusquement à l'ordre du jour? De ce fait, la commission de l'agriculture a été prise un peu au dépourvu et c'est pourquoi elle demande un délai, un répit. Si c'était le seul président de la commission de l'agriculture qui sollicitait ce délai, je comprendrais, mon cher rapporteur, que vous fassiez quelques difficultés pour y accéder. Mais notre respecté doyen exprime le même désir, et il s'est d'ailleurs expliqué mieux que je ne peux le faire sur ce point. Vous n'ignorez pas, cependant, la diligence dont il a fait preuve dans l'étude attentive de ce projet.

**M. Lugol, rapporteur de la commission de législation.** C'est exact!

**M. Joseph Caillaux.** Il a ainsi témoigné de sa jeunesse.

**M. Gaston Carrère, président de la commission de l'agriculture.** Oui, d'une jeunesse que nous envions tous, étant donné la parfaite santé et la verdeur d'esprit de notre honorable collègue. (*Vifs applaudissements.*)

Ainsi que l'a excellemment montré M. Damecour, la commission de l'agriculture ne se désintéresse pas de cette question. Elle avait mis à son ordre du jour ce projet, à sa séance d'aujourd'hui. De nouveau elle a affirmé sa volonté de faire aboutir une réforme qu'elle considère comme indispensable pour faire progresser l'agriculture dans les pays de fermage. Mais des objections de détail ont surgi. Certains de nos collègues se sont montrés désireux de déposer des amendements. Dans ces conditions, il nous était impossible de nous présenter devant la haute Assemblée. Nous sommes donc d'accord sur la question de principe, la discussion sur la revision des baux à ferme vous en a donné la preuve. Mais, je vous prie, ne prenez pas une date fixe, et puisque vous avez fait confiance à votre commission de l'agriculture, laissez-lui, d'accord avec vous, le soin de fixer à plus tard la date de la discussion. (*Très bien! très bien!*)

**M. le président.** La parole est à M. le garde des sceaux.

**M. Eugène Penancier, garde des sceaux, ministre de la justice.** Messieurs, le Gouvernement s'associe au désir du Sénat de hâter le plus possible la discussion dont il s'agit. J'ai quelque raison de penser que la commission de législation et la commission de l'agriculture n'ont fait autre chose que d'essayer de se mettre d'accord depuis deux ans. Je rappellerai un simple souvenir, encore présent à vos mémoires: Si l'on a hâté le dépôt du projet et sa mise à l'ordre du jour, c'est parce qu'il était lié de façon indissoluble à la question des baux ruraux. En tout cas le Gouvernement était à vos ordres aujourd'hui, il le sera dès qu'il vous plaira de mettre cette question à l'ordre du jour, et je souhaite que ce soit le plus tôt possible. (*Très bien! très bien!*)

**M. le président.** La commission de législation insiste-t-elle pour la mise à l'ordre du jour de la séance de mardi?

**M. Lugol, rapporteur de la commission de législation.** Elle demande l'inscription à la suite de l'ordre du jour.

**M. le président.** La parole est à M. Damecour.

**M. Damecour, rapporteur de la commission de l'agriculture.** Mardi prochain je donnerai connaissance à la commission de l'agriculture du rapport que j'ai préparé. Les conclusions en seront acceptées ou rejetées. Si elles sont acceptées, je pourrai déposer ce rapport mardi. Il restera encore à le faire imprimer. Mais, même dans cette hypothèse, je ne puis pas prétendre le faire discuter avant qu'il soit distribué et par conséquent la discussion ne peut pas venir avant jeudi. (*Très bien!*)

**M. le président.** Je propose au Sénat de remettre à jeudi la fixation de la date de la discussion. (*Assentiment.*)

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi ordonné.

— 18 —

#### TAXATION DU PAIN ET DE LA VIANDE

(Discussion d'une proposition de loi.)

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Henry Chéron et quelques-uns de ses collègues, étendant aux préfets le droit de taxation du pain et de la viande attribuée aux municipalités par la loi des 19-22 juillet 1791.

La parole est à M. Chéron.

**M. Henry Chéron.** Messieurs, lors des débats qui se sont déroulés à cette tribune à propos de la crise agricole, tous les orateurs ont déploré l'écart vraiment scandaleux qui sépare les prix à la production des prix à la consommation. Il en est ainsi notamment pour ce qui concerne la viande. Les cours du bétail sur pied se sont abaissés dans des proportions telles qu'un grand nombre de cultivateurs et d'emboucheurs sont aujourd'hui dans une situation voisine de la ruine. En revanche, les prix de la viande abattue au détail sont demeurés beaucoup trop élevés dans les boucheries d'un grand nombre de villes. (*Très bien! très bien!*)

**M. Hervey.** Et de la campagne.

**M. Henry Chéron.** Il en résulte un triple inconvénient. D'abord l'excès des profits que prélèvent certains intermédiaires constitue une erreur économique indiscutable.

En second lieu, quand cet excès porte sur une denrée essentielle, il réduit pour les autres marchandises le pouvoir d'achat du consommateur, de telle sorte que le commerce est tout le premier à souffrir de cet abus. (*Marques d'approbation.*)

Enfin, quand il s'agit d'une denrée d'alimentation, l'excès des profits provoque une sous-consommation considérable et est contraire à la santé publique.

Dans telle ville que je connais particulièrement, avec une même population, pourtant accrue par une affluence de visiteurs, la consommation de la viande, 1929 à 1931, a baissé, au poids vif, 275.000 kilogr. Il y avait sous-consommation parce qu'il y avait exagération de prix.

On se lamente souvent, messieurs, la cherté de la vie. Les discours, h



*J. de Rivolt*  
 tendant à réduire la taxe d'importation  
 sur les blés en provenance  
Tunisie

Léon du Sénat Rapporteur  
 du 28 mai 91 admis

Envoyé pour avis, à la commission de l'agriculture de la proposition de résolution de M. Maurice Ordinaire tendant à inviter le Gouvernement à réduire la taxe d'importation sur les blés en provenance de Tunisie.

Léon du Sénat Rapporteur: M. Monteuot  
 16 Juin 91

Léon du St  
 du 25 Juin 91 Adopté (avis)  
 du rapport (par M. Monteuot) -

Léon du St des  
 19 Juin 91 - Adopté du rapport de la Com. des Douanes - (M. Doumer -)

1. L. St des 20 Juin 91 Renvoyé pour avis à Ch. Finances -



# Requis définitifs Potasse d'Alsace

Requis du 28 mai 1931

9. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Louis Michel et plusieurs de ses collègues concernant le régime définitif des mines de potasse d'Alsace. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 490.

Requis de Com.  
du 16 juin 1931

Rapporteur: M. Marcel Bonon

5 13 JUIN 1935

Vote de la Commission Prévalable

Requis du  
28 mai 1931 Avis Com. Finances



Loi organisant  
un enseignement postsecondaire  
agricole  
annexé aux c. complémentaires.

Loi du 19  
du 19

Sept  
avis

R. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture du projet de loi organisant un enseignement postsecondaire agricole annexé au cours complémentaire.

(n° 473)

Loi du 25  
du 25

Rapporteur: M. Justin

15-2-33

M. Cassez

5' 2-3-39

Vote de la Commission favorable

Fait: L. Rouquembourg -  
avis: Com. Travaux -



*Par l'Assemblée  
ajouter les produits forestiers  
à la liste... art 11 de la loi*

*Séance du  
19 Juin 1931*

*Dépôt  
avis*

Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture de la proposition de résolution de M. Edouard Néron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans le plus bref délai, un projet de loi tendant à ajouter les produits forestiers à la liste des articles auxquels s'applique l'article 11 des lois de douane codifiées (décret du 28 décembre 1926).

*Séance du  
25 Juin 1931*

*Rapporteur - M. Joseph Faure*

*Séance du  
3 Juillet 1931*

*Adoption de la proposition de résolution -*

*Fond: Co. Douanes  
Séance 27 Juin 1931  
Dépôt en rapport (H. Meriaud)*



# Encouragement à la production du lin en France

Leu<sup>re</sup> du Sénat  
du 26 Juin 1931

Le 2<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre du commerce, de M. le ministre des finances et de M. le ministre du budget, portant création d'un système d'encouragement à la production du lin en France. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 631.

Leu<sup>re</sup> du Sénat  
du 26 Juin 1931

Rapporteur : M. Marcel Jonon

Leu<sup>re</sup> du Sénat  
du 2 Juillet 1931

Rapporteur : M. Marcel Jonon

Leu<sup>re</sup> du Sénat  
du 3 Juillet 1931

Rapporteur : M. Marcel Jonon

Leu<sup>re</sup> du Sénat  
du 26 Juin 1931

Rapporteur : M. Marcel Jonon



*Projet de loi*  
*sur la viticulture*  
*et le commerce des vins*

1<sup>re</sup> séance de l'Assemblée  
du 20 Juin 1921

*Débat*

Le 1<sup>er</sup>, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du budget, de M. le ministre du commerce et de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur la viticulture et le commerce des vins.  
— Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances.  
— N° 641.  
1<sup>re</sup> 92

Séance de Com. <sup>au</sup>  
du 20 Juin 1921 Rapporteur: M. Marcel Donon

2<sup>de</sup> séance de  
2 Juillet 1921 Débat du rapport (par M. Doumer.)

3<sup>ème</sup> séance de  
3 Juillet 1921 Adoption de l'ensemble du projet de loi.

7<sup>ème</sup> séance de l'Assemblée  
30 Juin 1921 Révisé = Com. des Finances -



*1<sup>re</sup> Loi Relative  
au Commerce de la Chicorée*

*2<sup>e</sup> séance du Sénat du  
30 Juin 1921.*

*Dépôt :*

15. — Dépôt, par M. André Tardieu, ministre de l'agriculture, au nom de M. le ministre des finances, de M. le ministre du budget et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au commerce de la chicorée. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 660.

*Séance de Com. <sup>re</sup> Rapporteur : M. Borgeot.  
du 2 Juillet 1921*

*2<sup>e</sup> séance du Sénat  
du 2 Juillet 1921 Dépôt du rapport (par M. Borgeot).*

*Séance du Sénat  
du 3 Juillet 1921 Adoption du projet de loi.*



P<sup>re</sup> Ci faisant à l'autre Louisin  
Coopératives de meunerie à employer  
des blés exotiques -

Louisin de Saint  
du 3 Juillet 1931

Dépôt =

Le 2<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre des finances et au sien, tendant à autoriser provisoirement les coopératives de meunerie à employer des blés exotiques. - Renvoi à la commission de l'agriculture. - N° 718.

C<sup>re</sup> Rapporteur : Th. Th. de la...

Louisin de Saint  
du 3 Juillet 1931

Adoption du projet de loi -



# Brevets d'invention

Levée de l'avis  
du 3 Juillet 1931

Le 2<sup>e</sup>, précédemment voté par la Chambre des députés et adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les brevets d'invention. — Renvoi à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la commission des finances, à la commission de législation civile et criminelle et à la commission de l'agriculture. — N° 724.

Levée de l'avis  
du 26 Novembre 1931

Rapporteur: M. Duchemin

Séance Com. 1<sup>re</sup> février 1933 Rapporteur M. Rouart en remplacement de M. Duchemin

S. 24-11-33 Dépôt avis

3. — Dépôt, par M. Marcel Donon, au nom de M. Eugène Rouart, d'un avis de la commission de l'agriculture sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les brevets d'invention. — N° 612 (urgence déclarée).

S. 12-6-34

10. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les brevets d'invention.

S. 21-6-34

Adoption de l'ensemble

Renvoi à la Chambre

Levée de l'avis  
du 3 Juillet 1931

Fait = Commerce  
Avis = C<sup>te</sup> Finances  
" Législation

(Rapport d'él. Roy député de l'Ind. 1931)

Dépôt, par M. Marcel Plaisant, d'un 2<sup>e</sup> rapport, au nom de la commission du commerce, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les brevets d'invention. — N° 55.

Séat  
14-2-33

S. 19-1-34

3. Avis présenté au nom de la Commission de législation civile et criminelle sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les brevets d'invention, par M. Pol-Chevalier. — Urgence déclarée. — N° 25.

9. — Dépôt, par M. Tournan, d'un avis de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur les brevets d'invention. — N° 20. — Urgence déclarée.

S =  
18-1-34



Création d'une caisse d'assurance  
p<sup>r</sup> victimes de calamités agricoles.

Séance du Sénat  
du 12 Nov. 1931

Dépôt

9 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Michel tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant création d'une caisse d'assurance, de réassurance et de protection en faveur des victimes de calamités agricoles. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 766.

Séance de Com<sup>m</sup> du  
26 Novembre 1931

Rapporteur: M. Borgeot.

Séance du St  
du 29 Dec. 1931

Dépôt du <sup>rapport</sup> avis par M. Borgeot >

Séance du 10 Mars  
1932

Adoption de la proposition de résolution.



*Projet de loi... attributions  
d'avances du crédit mutuel agricole  
----- drainages*

*Séance du Sénat  
du 30 Novembre 1931*

*Dépôt*

3. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Cassez, Fernand David et Louis Michel tendant à permettre l'attribution d'avances du crédit mutuel agricole pour les drainages des terres arables effectués par les propriétaires ou les fermiers. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 811.

*Séance de la C<sup>te</sup> du  
17 Dec. 1931.*

*Rapporteur: M. Caudry-*

*Séance du Sénat  
14 Juin 1932*

*Dépôt du rapport (par M. Caudry) -*

---

*Séance du  
21 Juin 1932* *Rais: C<sup>te</sup> de Finances-*



*Projet de loi tendant à établir  
l'éligibilité des femmes  
aux Chambres d'agriculture*

*Séance du Sénat  
du 3 Décembre 1931*

*Dépôt*

15. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Louis Martin et Joseph Faure tendant à établir l'éligibilité des femmes aux chambres d'agriculture. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 839.

*Séance de la Chambre  
du 4 Février 1932*

*Rapporteur = M. Joseph Faure*

*C. 5 Décembre 1931*

*Séance du Sénat J. Faure — Rapport*

*S. 36-1-35 Dépôt rapport*

Le 22, sur la proposition de loi de MM. Louis Martin et Joseph Faure tendant à établir l'éligibilité des femmes aux chambres d'agriculture. — N° 56.

— 10 —

**ELIGIBILITE DES FEMMES AUX CHAMBRES  
D'AGRICULTURE**

(Rejet d'une proposition de loi.)

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi de MM. Louis Martin et Joseph Faure, tendant à établir l'éligibilité des femmes aux chambres d'agriculture.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

**M. le président.** Je donne lecture de cet article:

*Article unique.*

« L'article 15 de la loi du 3 janvier 1924 sur les chambres d'agriculture est modifié ainsi qu'il suit:

« Art. 15. — Sont éligibles tous les électeurs et toutes les électrices désignés à l'article 5, âgés de trente ans révolus et ne figurant sur aucune liste électorale professionnelle. »

Je mets aux voix l'article unique de la proposition de loi.

(La proposition de loi n'est pas adoptée.)

*S. 36-12-35 Rejet*



Projet de loi relatif à  
1° Outilsage national

Le Sénat  
du 8 décembre 1931

Dépôt:  
avis

5. — Dépôt, par M. Pierre-Etienne Flandin, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre du budget, de M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant: 1° à la réalisation immédiate de certains travaux relatifs au perfectionnement de l'outillage national; 2° à la création d'une caisse de crédit aux départements et aux communes pour le perfectionnement de l'outillage national, départemental et communal. — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture et à la commission des travaux publics. — N° 850.

Le Sénat  
du 15 décembre 1931

Rapporteur: M. Joseph Faure

Le Sénat  
du 15 déc. 1931

État de l'avis (par M. Faure):

Le Sénat  
du 24 décembre 1931

Projet de loi relatif à l'outillage national

Fond: Com. des Finances - Rapport de M. Faure. Dépôt: 8 déc. 1931



Avances à la Caisse  
nationale de Crédit agricole

Séance du Sénat  
du 15 Dec. 1931

Dépôt  
avis

Le 5<sup>e</sup>, au nom de M. le président du conseil, ministre de l'intérieur, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre des finances et de M. le ministre du budget, tendant à ouvrir un compte spécial du Trésor intitulé: « Avances à la caisse nationale de crédit agricole, en vue de l'attribution d'avances exceptionnelles à diverses sociétés de crédit aux agriculteurs ayant notamment consenti des prêts aux sociétés coopératives agricoles ». — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 877.

Séance du Com. des  
17 Dec. 1931

Rapporteur: M. Carlier -

Le-

Fond: Com. des Finances.



Projet de loi:  
Cession d'un immeuble  
appartenant au domaine forestier .....

Séance du Sénat  
du 1<sup>er</sup> Dec. 1882

Dépot

Le 6<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture, relatif à la cession d'un immeuble appartenant au domaine forestier de l'Etat par voie d'échange contre un immeuble boisé particulier, dans le département de la Moselle. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 878.

Séance de Com<sup>m</sup>  
du 4 Février 1882

Rapporteur: M. de Marguerie -

Séance du 20 Juillet 1882 Dépôt du rapport (M. de Marguerie)

Séance du 16 Juillet 1882 Adoption du projet de loi

Avis: Com. Finances -



Projet de loi relatif  
à la protection  
de la Main Œuvre nationale.

Séance du Sénat  
du 24 décembre 1931

Renvoi  
pour avis

21. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis,  
à la commission de l'agriculture du projet  
de loi relatif à la protection de la main-  
d'œuvre nationale.

Séance de la C<sup>h</sup>  
du 4 février 1932

Rapporteur: M. Moutet

Séance du 7 juillet  
1932

Dépôt du rapport (par M. Moutet)

Séance du 12  
juillet 1932

Adoption de la proposition de loi -

Fond: C<sup>h</sup> des Commerce

25 fév. 1932

Rui: C<sup>h</sup> des Travaux Publics -



Projet de loi portant création  
d'un système d'encouragement  
à la production

du Chanvre

en France

Levée du Sénat de  
17 Décembre 1931

Dépôt

avis

24. — Dépôt par M. André Tardieu, ministre de l'agriculture, au nom de M. le ministre du commerce et de l'industrie, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du budget et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant création d'un système d'encouragement à la production du chanvre en France.

Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture.  
— N° 367.

Levée de Com.  
du 4 Février 1932

Rapporteur : M. Foucher

Levée de Sénat  
1932

Dépôt de l'avis (par M. Foucher)

Levée de N. Financ.  
1932

Rejeté de l'Assemblée de l'Union.

Levée de Sénat  
27 Mars 1932

Dépôt

Fond: M. Finances



111

Projet de loi :  
Congé annuel payé pour les travailleurs  
de l'Industrie du Commerce  
et de l'Agriculture

Séance du 27  
Janvier 1932

Débat  
Avis

Le 2<sup>e</sup>, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale et de M. le ministre de l'agriculture, instituant un congé annuel payé pour les travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. — Renvoi à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 22.

Séance de l'Assemblée  
du 4 Février 1932

Rapporteur: M. Basteyre

attendre (Cm 14-2-34)

S' 16-7-36. Retrait

3. — Décret portant retrait du projet de loi, (n° 22, année 1932) adopté par la Chambre des députés, instituant un congé annuel payé pour les travailleurs de l'industrie du commerce et de l'agriculture. — N° 555.

Séance du  
27 Janvier 1932

Avis = Cm Agri.

Fond : Cm Commerce

28 Février 1932

Avis : Cm des Travaux Publics.



112

Projet de loi :  
Enseignement départemental  
et communal de l'Agriculture

Séance du Sénat  
du 27 Janvier 1932

Dépôt

Le 3<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'Agriculture, modifiant et complétant les articles 3 et 4 de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'Agriculture, et l'article 2 de la loi du 9 août 1921 relative à l'organisation de l'enseignement agricole. — Renvoi à la commission de l'Agriculture. — N° 23.

Séance de Com.  
du 4 Février 1932

Rapporteur : M. Ductein.

Rapporteur en remplacement : M. Jégouff

Séance du 8 Février  
1932

Dépôt du rapport - (rapport M. Jégouff)

Séance du 22 Nov.  
1932

Adoption du projet de loi -



Projet de loi =  
Tendant à faire bénéficier les vendeurs d'engrais...  
du privilège accordé pour les fournisseurs  
de semences...

Le Sénat  
du 21 Janvier 1932

Dépôt =

Le 4<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture et au sien, tendant à modifier l'article 2102 du code civil en vue de faire bénéficier les vendeurs d'engrais, d'amendements et de produits destinés à la destruction des parasites animaux et végétaux du privilège accordé pour les fournitures de semences et les frais de la récolte de l'année. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 24.

Le Sénat  
du 24 Février 1932

Rapporteur = M. Donon

Le Sénat  
1932

Dépôt du rapport (M. Donon) -

20 MARS 1936

Adoption de l'ensemble

Loi du 24 mars 1936

Le Sénat  
(Séance)  
23 Mars 1932

Renvoi pour avis à la Com. de Législation

17 MARS 1936

6. Avis présenté au nom de la Commission de législation civile et criminelle sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2102 du Code civil en vue de faire bénéficier les vendeurs d'engrais, d'amendements et de produits destinés à la destruction des parasites animaux et végétaux, du privilège accordé pour les fournisseurs de semences et les frais de la récolte de l'année, par M. Armand Calmel. — Urgence déclarée. — N° 278.



114

*Projet de loi portant modification  
au régime fiscal des spiritueux*

*Séance du Sénat*      *Envoi*  
*du 27 Janvier*      *pour avis*  
*1932*

13. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification au régime fiscal des spiritueux.

*Séance de Comm.*      *Rapporteur: M. Marcel Donon.*  
*du 29 Janvier 1932*

*Séance du St*      *Dépôt de l'avis (par M. Donon.)*  
*du 3 Mars 1932*

*Séance du Sénat*      *Adoption du projet de loi -*  
*du 18 Mars 1932*

---

*Fond*      *Com. des Finances -*



*Pour l'Assemblée  
tendant à organiser sans délai  
la lutte contre*

*Invasions de la mouche des fruits*

*Séance du C<sup>st</sup> du  
28 Janvier 1932*

16. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Justin Godart et un certain nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser sans délai la lutte contre les invasions de la mouche des fruits. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 53.

*Séance de Com<sup>m</sup>  
du 4 Février 1932  
15-2-33*

*Rapporteur* M. Chauveau  
M. Rouart

*cm 10-11-36*

*M. Neuville*

Rapport fait au nom de la Commission de l'agriculture chargée d'examiner la proposition de résolution de M. Justin Godart et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à organiser sans délai la lutte contre les invasions de la mouche des fruits, par M. Neuville.

*Déposé  
Rapport*

*S 17 JUIN 1937*

*S 7-DÉC. 1937*

*Adoption de la Résolution*

Résolution du 7 Décembre 1937



Pro de résolution de M. F. David ---  
Prendre toutes mesures pour rendre le  
plus tôt possible à la France la maîtrise  
de ses tarifs douaniers ---

Séance du 1<sup>er</sup>  
2 Février 1932

Dépôt  
avis

13. — Dépôt d'une proposition de résolution  
de MM. Fernand David, Haudos et plusieurs  
de leurs collègues ayant pour but d'inviter  
le Gouvernement: 1° à prendre toutes me-  
sures pour rendre le plus tôt possible à la  
France la maîtrise de ses tarifs douaniers;  
2° à proposer aux pays importateurs en  
France l'acceptation de produits français  
et de marchandises françaises en quantités  
et valeurs correspondantes à leurs importa-  
tions; 3° à demander à la conférence euro-  
péenne l'étude et la réglementation des  
productions industrielles et agricoles de tous  
les pays d'Europe par comparaison avec la  
production de ces pays au cours des années  
antérieures à 1914. — Renvoi à la commis-  
sion des douanes et des conventions com-  
merciales et, pour avis, à la commission de  
l'agriculture et à la commission du com-  
merce, de l'industrie, du travail et des  
postes. — N° 63.

Séance de Com.  
du 24 Fév. 1932

Rapporteur: M. Beaumont

N° 26-2-39

Vote de la Question Préable -

Séance du 17 Mars  
1932

Fond: C<sup>te</sup> de Douanes  
Renvoi pour avis à la C<sup>te</sup> des Aff. Françaises -



*1<sup>re</sup> loi - tendant à donner aux  
Brigadiers des eaux et forêts  
la dénomination d'agents techniques  
des eaux et forêts*

*Léon de  
9 Février 1932*

*Dépôt*

La 3<sup>e</sup>, tendant à donner, dorénavant, aux gardes et aux brigadiers des eaux et forêts la dénomination d'agents techniques et agents techniques principaux des eaux et forêts. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 83.

*Léon de Camille  
du 24 Fév. 1932*

*Rapporteur - M. Mando -*

*C. 29-736*

*Rapporteur : M. de Monti de Rezé ou remplacement de M. Mando*

*5<sup>e</sup> 6 juillet 1937*

*Dépôt  
rapport*

Dépôt, par M. Leblanc, d'un rapport de M. de Monti de Rezé, au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à donner dorénavant aux gardes et aux brigadiers des eaux et forêts la dénomination d'agents techniques et agents techniques principaux des eaux et forêts. — N° 449.

*Léon de la  
mars 1932*

*Renvoi à la C<sup>te</sup> des Finances  
avis*



Prop. de loi

Revision des prix  
des baux à ferme  
de longue durée

Séance du 9 Février  
1932 Dépôt  
avis

La C. ayant pour objet d'autoriser, au profit du fermier, la revision des prix des baux à ferme de longue durée. — Renvoi à la commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 89.

Février 1932 Rapporteur: M. Marcel Donon

Séance du 12 Juillet 1932 - Dépôt de l'avis (M. Donon)

Séance du 16 Juillet 1932 - Discussion générale  
et renvoi à la Commission

Le 7 Nov. 32 Dép. d'un avis supplémentaire - (M. Donon) -

Séance du 18 Novembre 1932 Adoption de la proposition de loi -

Séance du 18 Janvier 1932 -

Fond: C. de Législation -  
Rapport déposé le 7 Juillet 1932



Projet de loi fixant les coefficients applicables en 1932 -  
pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles  
en matière d'impôts sur revenus

5. — Motion d'ordre. — Renvoi, pour avis,  
à la commission de l'agriculture:

1<sup>re</sup> Du projet de loi, adopté par la Cham-  
bre des députés, fixant les coefficients appli-  
cables en 1932 pour l'évaluation forfaitaire  
des bénéfices agricoles en matière d'impôts  
sur les revenus (n° 965, année 1931);

Séance du 9 Février  
1932

Débat  
avis

Séance de l'Assemblée  
du 24 Février 1932

Rapporteur: M. Marcel Donon

Séance du Sénat  
du 1<sup>er</sup> Mars 1932

Débat de l'avis (par M. Donon) -

L. 17 Mars 1932

Adoption du projet -

Séance du 24 Dec -  
1931

Fond: Com. des Finances -



Projet de loi M. P. David

"Avances à la caisse nationale  
de crédit agricole"

2° De la proposition de loi de M. Fernand David et plusieurs de ses collègues tendant à ouvrir un compte spécial au Trésor, intitulé: « Avances à la caisse nationale de crédit agricole, en vue de l'attribution d'avances exceptionnelles à des agriculteurs et collectivités agricoles ayant effectué des dépôts ou contracté des emprunts à des sociétés de crédit aux agriculteurs qui sont défallants » (n° 968, année 1931);

Levée des Finances  
1932

Dépôt  
pour avis

Fevrier 1932  
(décembre 1931)

Rapporteur: M. Cailly

Levée des Finances  
1932

Fond. Ch. des Finances



Loi de loi de M. Israël

Faciliter le retour à la terre  
des chômeurs

anciens ruraux

ou fils de ruraux

Loi du 9 février 1932  
pour anciens

3<sup>e</sup> De la proposition de loi de M. Israël  
et d'un grand nombre de ses collègues ayant  
pour objet de faciliter le retour à la terre  
des chômeurs de l'industrie et du com-  
merce, anciens ruraux ou fils de ruraux  
(n° 30, année 1932);

Février 1932 Rapporteur: M. Carlier.

Loi du 9 février  
1932 -

Fond: C<sup>te</sup> de Finances



Projet de loi  
modification  
du régime des bouilleurs de cru

Légitimité  
9 Janvier 1932

Dépôt  
au

4° Du projet de loi portant modification du régime des bouilleurs de cru (n° 44, année 1932).

Légitimité  
du 24 Fev. 1932

Rapporteur: M. Demuvoir

S. 17 Mars 1932

Dépôt de l'avis (M. Demuvoir) -

Légitimité  
du 17 Mars 1932

Statut de l'ensemble du projet de loi -

Légitimité  
1932 -

17 Mars 1932

Fiscal: Com. des Finances -

Dépôt du rapport " " (M. Sautoy.)



Il s'agit de loi tendant à autoriser l'emploi  
des sociétés coopératives de meunerie  
à mélanger aux blés de nos adhérents  
des blés exotiques

Séance du  
9 Février 1932

Débat

Dépôt, par M. Achille Fould, ministre de l'agriculture, au nom de M. le ministre du budget, de M. le ministre des finances et au sien, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser temporairement les sociétés coopératives de meunerie à mélanger aux blés de leurs adhérents des blés exotiques dans les mêmes conditions que les minoteries industrielles. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — N° 93.

Séance du  
du 24 Fév. 1932

Rapporteur: M. Marcel Simon

Séance du Sénat  
du 25 Février 1932

Dépôt du rapport (M. H. Simon)

2<sup>e</sup> Séance Sénat  
23 Mars 1932

Adoption du projet

Séance du 9 Février  
1932

Avis: Com. des Finances

Séance du 17 Mars 1932

Dépôt de l'agro. C. Finances (M. Brard)



2<sup>e</sup> Résolution M. Néron - Faure  
tendant à inviter le

pour assurer la sauvegarde production française  
Céréales secondaires

Levée du Lt  
du 25 Février 1932

Levée  
exid.

A la commission de l'Agriculture: de la  
proposition de résolution de MM. Edouard  
Néron et Joseph Faure tendant à inviter le  
Gouvernement à prendre d'urgence toutes  
mesures utiles — notamment en matière  
douanière — pour assurer la sauvegarde de  
la production française des céréales secon-  
daires (avoines, orges, seigles) (n° 118, an-  
née 1932);

Levée du Lt  
du 10 Mars 1932

Rapporteur: M. M. Sonon

2<sup>e</sup> Levée du Lt  
du 26 Mars 1932

Levée du Lt (M. M. Sonon) -

Levée du Lt  
du 1<sup>er</sup> Avril 1932

Adoption de la proposition de résolution -

Fond: C<sup>o</sup> des Douanes -

2<sup>e</sup> P  
Levée du Lt  
du 26 Mars 1932

Levée du Lt (M. M. Sonon) -



Proposition de loi  
sur la viticulture

Séance du 7<sup>e</sup>  
du 3 Mars 1882

Dépôt

La 1<sup>re</sup>, tendant à abroger les paragraphes 2 et 3 de l'article 13 de la loi du 4 juillet 1831 sur la viticulture. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 178.

Séance du 11<sup>e</sup>  
du 10 Mars 1882

~~Propriétaire~~ : M. M. Simon

Séance du 15<sup>e</sup>  
du 15 Mars 1882

"

: M. Bergerat (en remplacement de M. Simon)

Séance du 22<sup>e</sup>  
du 20 Mars 1882

Dépôt du rapport (M. Bergerat)

Séance du 8<sup>e</sup>  
Juillet 1882

Adoption de la proposition de loi -



Droits de Douane  
sur les prunes et pruneaux

Séance du Sénat  
du 4 Mars 1932

Décret  
avis

6. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture:  
1° De la proposition de loi tendant à modifier les droits de douane sur les prunes et pruneaux (n° 119, année 1932);

Séance du Sénat  
1932

Rapporteur: M. Corvée  
~~Dépot de rapport~~ & avis (M. Corvée)

Séance du Sénat  
1932

Adoption de la proposition de loi.



Projet de loi portant augmentation de crédit

Projet de loi portant augmentation de crédit à moyen terme

181-32

Seance du 17 Mars 1932

Renvoi  
avis

2° Du projet de loi portant augmentation du crédit prévu par la loi de finances du 31 mars 1931, pour l'application de la loi du 30 mars 1931 sur le crédit à moyen terme pendant l'exercice 1931-1932 (n° 242, année 1932).

Seance du 17 Mars 1932

Rapporteur: M. Cottey  
Dépôt de l'avis (M. Cottey) -

Seance du 23 Mars 1932

Adoption du projet -

Seance du 17 Mars 1932

Dépôt du rapport de la C<sup>te</sup> Finances (M. Brard) -



Get loi portant ouverture de crédit  
= Subvenir dépenses

Entretien Stocks de blés et farines

Le 1er, au nom de M. le ministre de l'agriculture et de M. le ministre des finances, portant ouverture d'un crédit pour subvenir aux dépenses nécessitées par la constitution et l'entretien de stocks de blés et de farines, prévus par la loi du 30 avril 1930. -- Renvoi à la commission des finances. -- N° 253.

Lein du 7 Mars 1932 - ~~Lein~~  
Renvoi pour avis :

Lein de Com. du 23 Mars 1932 Rapporteur : M. René Donon

Lein de l'Et du 2 Mars 1932 Dépôt de l'avis (Th. M. Donon)

Lein du 3 Mars 1932 Proposition de dépôt de loi -

Lein du 1er Mars 1932 Dépôt de l'avis de la Com. des finances (Th. Braud) -



Proj<sup>de</sup> de loi  
Tendant à interdire la fabrication  
de Vins mousseux ordi-  
naires à l'intérieur des territoires

5. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur des territoires compris dans la Champagne viticole délimitée par la loi du 27 juillet 1927. — Renvoi à la commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 278.

Session 17 Mars 1932

Renvoi  
avis

Séance de Cam<sup>te</sup>  
du 27 Mars 1932

Rapporteur: M. Borgeot

S 8-7-33

21. — Dépôt, par M. Borgeot, d'un avis de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur des territoires compris dans la Champagne viticole délimitée par la loi du 27 juillet 1927. — N° 561.

S 13-3-34  
Adoption

10. — 1re délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur des territoires compris dans la Champagne viticole délimitée par la loi du 27 juillet 1927.  
Designation d'un commissaire du Gouvernement.  
Déclaration de l'urgence.  
Discussion générale: MM. Decroze, rapporteur de la commission du commerce; Borgeot, rapporteur de la commission de l'agriculture; Henri Merlin, Patizel et Queuille, ministre de l'agriculture.  
Contre-projet de M. Henri Merlin et plusieurs de ses collègues:  
Art. 1er: MM. Jacquy, René Besnard, Mario Roustan, le comte Louis de Blois et Georges de Grandmaison. — Adoption.  
Art. 2 à 4 et dernier. — Adoption.  
Adoption de l'ensemble du contre-projet (devenant la proposition de loi).

Loi du 20 mars 1934

Fon:

Commission du Commerce — Dépt-rapport Decroze n° 500 — 6/7/33



*Loi M. Marraud - David*  
organiser des  
Cours complémentaires ruraux

*F. L.*  
*Seana du Sénat de*  
*23 Mars 1912*

*Renvoi pour avis*

2. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Pierre Marraud et Fernand David tendant à organiser des cours complémentaires ruraux. — Renvoi à la commission de l'enseignement et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 340.

*Rapporteur : Arthur M. David*

*attitude (S<sup>e</sup> Com 15-2-33)*  
*attitude (S<sup>e</sup> Com 14-2-34)*

*S. 2-3-39*

*Vote de la Commission préalable*

*F. 23 Mars 1912*  
*F. 7 Juin 1912*

*Faut : Enseignement*  
*Avis : C<sup>te</sup> Finances*



131

Jet de loi  
modifier l'article 49 de la loi du 3 Jul. 1877  
Réquisitions militaires

1<sup>er</sup> séance fait du  
23 Mars 1932

Renvoi =  
pour avis

15. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture:  
4<sup>o</sup> Du projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 49 de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires (n<sup>o</sup> 722, année 1931).

Séance de la nuit de  
16 Juin 1932  
15-2-33

Rapporteur: M. Lecourtier

M. Monte de Rézé

Fait: Com. de l'Armée



*1<sup>er</sup> délin*  
*modifié l'art 5. loi du 1877*

# Réquisitions militaires

*2<sup>e</sup> séance du St du*  
*29 Mars 1932*

*Ruiss*  
*pour avis:*

2<sup>o</sup> Du projet de loi portant modification à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires (n° 876, année 1931).

*Séance de Com*  
*du 16 Juin 1932*  
*15-2-33*

*Rapporteur: M. Secourret*

*M. Monti de Rezé*

*S' 31-5-34*

*Dépôt Avis*

5. — Dépôt, par M. de Monti de Rezé, d'un avis de la commission de l'agriculture sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires. — N° 316.

*S' 8-6-34*

*Adoption*

4. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires.

Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement.

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique du projet de loi.

*Loi du 11 juin 1934*

*Fini: Com. de l'armée*

7. — Dépôt, par M. René Besnard, d'un rapport, au nom de la commission de l'armée, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires. — N° 128.

*(S. 27-2-34)*



9.  
Exposition de loi (attribution Ch<sup>re</sup>)  
Bouilleurs de cru

Lein la Viat  
du 28 mars 1932 pour avis: Fourni

10. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les bouilleurs de cru.

40380-1932

Voir projet de loi  
registre n° 122.  
San djet?

S 253-32 Fourni: Cr. des Finances

La 3<sup>e</sup>, tendant à compléter l'article 41 et à abroger l'article 40 du décret du 21 décembre 1926 portant codification des textes législatifs en matière de contributions indirectes — Renvoi à la commission des finances. — N° 380.



*Pet. Coi,*  
*Protection*  
*des produits laitiers*

Leau du 2<sup>e</sup> Mars 1792

Le 1<sup>er</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture, relatif à la protection des produits laitiers.

Renvoi à la commission de l'agriculture.  
— N° 466.

Verain de Com<sup>m</sup> Rapporteur. H. J. Janssens  
Du 27 Juin 1932

Levin de Streat  
du 28 Juin 1832

S' 5-7-33

**11.** — Ajournement de la 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la protection des produits laitiers.

S 7-7-33 -

33. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la protection des produits laitiers.

MM. Damecour, rapporteur de la commission de l'agriculture; Paul Laffont, Jean Bosc et Louis Serre, ministre du commerce.

Renvoi de la délibération à une séance ultérieure.

CM-21-2-34

Rapporteur M. Marcel Leroy en remplacement de M. Darnocq

S. 7-6-34

Depot-  
Raf.-suppl<sup>v</sup>-

Dépôt, par M. Marcel Donon, d'un rapport supplémentaire, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la protection des produits laitiers. — N° 334.

S 95-6-34

8. — 1<sup>re</sup> délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la protection des produits laitiers.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Avis de la commission du commerce, par  
M. Paul Laffont. — N° 414.

Déclaration de l'urgence.

Adoption

Loi du 29 juin 1934

Leona du  
5 Juillet 1932

Renvoi pour avis = C<sup>te</sup> du Commerce.



Get. loi.

Rétablir Les primes  
à la culture de l'Olivier

Séance du  
24 Mars 1892

Donné pour avis.

Le 2<sup>e</sup>, présenté au nom de M. le ministre de l'agriculture et de M. le ministre des finances, tendant à rétablir les primes à la culture de l'olivier. — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N<sup>o</sup> 467.

Procès verbal

Séance du 24 Mars  
1892.

Adoption du projet de loi.

S. 37 Mars 1892

Fin. C. Finances.



Prop - loi  
modifier la loi du 2 Mars 1932  
création d'un système d'encouragement  
à la <sup>production</sup> ~~production~~ production  
France

en France

Séance du 21 Mars 1932 Réunion avis

2° A la commission de l'agriculture, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 2 mars 1932 portant création d'un système d'encouragement à la production du chanvre en France.

21 Mars 1932 Rapporteur: Th. Fautou

Séance 21 Mars 1932 Réception de la Prop - loi -



Inf-<sup>le</sup> assemblée p. l. C. - D. p. l. C.  
relative au  
Vermouth de Chambéry  
(appellations d'origine)

La 8<sup>e</sup>. tendant à rendre applicables au  
vermouth de Chambéry les dispositions de  
l'article 12 de la loi du 6 mai 1919 relative  
à la protection des appellations d'origine.  
— Renvoi à la commission de l'agricul-  
ture. — N° 549.

S. L.  
Séance du 3 Juin  
1932

Dépôt:

Séance de Com.  
du 15 Juin 1932

Rapporteur =

M. Borgeot

Séance du Sénat  
du 30 Juin 1932

Dépôt du rapport (M. Borgeot.)

Séance du 8  
Juillet 1932

Adoption de la proposition de loi.



Prop<sup>re</sup> de résolution (M. V. Boret)  
Tendant à favoriser

138

l'élevage du mouton

Séance du 3<sup>e</sup> Juin  
1932

Dépôt:

8. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Victor Boret et d'un grand nombre de ses collègues tendant à assurer plus judicieusement l'application des dispositions des articles 45 et 46 de la loi de finances du 30 décembre 1928, destinées à favoriser l'élevage du mouton. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 566.

Séance de Com<sup>m</sup>  
du 16 Juin 1932

Rapporteur: M. Moutonnet

Séance du Sénat du  
28 Juin 1932.

Dépôt du rapport (M. Moutonnet)

Séance du 7<sup>e</sup> Juillet  
1932.

Renvoi pour avis C<sup>te</sup> Finances



J'ai déposé le tarif général des douanes

--- Chevaux importés sur le territoire français

Session du 16<sup>ème</sup>  
1932

Paris

6. — Renvoi pour avis:

A la commission de l'agriculture:

1° De la proposition de loi tendant à modifier le tarif général des douanes en ce qui concerne les droits applicables aux chevaux importés sur le territoire français (N° 548, année 1932);

Session de l'Assemblée  
du 16<sup>ème</sup> Juin 1932

Rapporteur: M. Lecourtois

Session du Sénat  
du 30<sup>ème</sup> Juin 1932

Dépôt du rapport (M. Lecourtois)

Session du  
2<sup>ème</sup> Juillet  
1932

Adoption de la proposition de loi

Tout

Com. des Douanes



1<sup>re</sup> Loi

Supprimer les mots "Boissons de cidre"

dans art 3 loi 6 avr. 1897 - - -

Séance du 10<sup>ème</sup> Juin 1932 Arret:2<sup>o</sup> De la proposition de loi tendant à supprimer les mots « boissons de cidre » dans l'article 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels (N<sup>o</sup> 563, ann<sup>ée</sup> 1932).Séance du 16<sup>ème</sup> Juin 1932

Rapporteur: M. Deumecour -

Séance du 17<sup>ème</sup> Juillet 1932Rapporteur des prop<sup>s</sup> de loi -

Fond Comptes Finances -



141

Projet de loi tendant à  
autorisation spéciale  
taureaux  
reproduction

Loi du 23 Juin  
1932.

Renvoi  
(au fond)

6. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Daraignez tendant à imposer une autorisation spéciale pour les taureaux destinés à la reproduction. — Renvoi à la commission de l'agriculture (n° 597).

Loi du 23 Juin  
du 7 Juillet  
1932  
Rapporteur: M. Beaumont



Projet de loi

retraites ouvrières et paysannes

Loi sur les assurances sociales

Le 10-12-32

Au ministre  
avis

A la commission de l'agriculture:

Du projet de loi tendant à compléter, en ce qui concerne les anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes, la loi sur les assurances sociales (n° 920, année 1931).

Le 10-12-32  
En 13-3-35

Rapporteur: M. Carrey

Rapporteur: M. Tanguy en remplacement de M. Carrey

S 27 MARS 1935

Déposé  
avis

Dépôt, par M. Yves Tanguy, d'un avis de la commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à compléter, en ce qui concerne les anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes, la loi sur les assurances sociales. — N° 341.

Rur

Com. de l'Hygiène

S: 5-3-35

Dépôt, par M. Mauger, d'un rapport, au nom de la commission de l'hygiène, sur le projet de loi tendant à compléter, en ce qui concerne les anciens assurés des retraites ouvrières et paysannes, la loi sur les assurances sociales. — N° 472.



# Projet de loi: prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes

Séance du 1<sup>er</sup>  
de 7 juillet  
1932

Dépôt

Le 3<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances et de M. le ministre du budget, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances. — Urgence déclarée. — N° 652.

Rapporteur: M. Beaumont

Séance Sénat  
31-1-33

Dépôt rapport

Distribué le 25-2-33

Dépôt, par M. Beaumont, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes. — N° 31.

S 30-6-33

Discussion générale

S 4-7-33

Adoption de l'ensemble

Loi du 7 juillet 1933

Avis - Com. Finances

7-3-33

4. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances, des conclusions du rapport de M. Beaumont sur le projet de loi sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes (n° 31, année 1933).

7. — Dépôt, par M. Marcel Rénier, d'un avis de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes. — N° 417. — Urgence déclarée.

9-6-33

6. — Dépôt, par M. Maurice Viollette, au nom de M. Veyssière, d'un avis de la commission de législation sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes. — N° 345. — Urgence précédemment déclarée.



114  
Projet de loi

tendant à modifier

la loi de

décembre 1929

Commerce des blés

Séance du 15  
juillet 1932

Dépôt:

5. — Dépôt, par M. le ministre de l'agriculture, au nom de M. le ministre du budget, de M. le ministre du commerce et de l'industrie et au sien, d'un projet de loi tendant à modifier l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1929 relative au commerce des blés. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 697.

Rapport de M. Souon

Séance du 15  
juillet 1932

Adoption du projet de loi —



9.

245

Proj<sup>t</sup> loi (P. Capus.)

relative à la protection des  
appellations d'origine

Lévis de  
15 Juillet 1932

Dépôt:

6. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Capus tendant à compléter la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 699. 1932.

Originaire d'un rapport

(Albion) 22-12-32-

-d°- 15-2-33

-d°- 14-2-34

C<sup>n</sup> 13-2-35

Rapporteur : M. Calmel



Projet de loi (M. Doumer.)

réduire jusqu'au 31 Dec. 32

--- fermages ---

A Paris - 1914 -

Lancé le 16 Juillet  
1932 -

Dépôt  
avis

25. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Marcel Donon et Casnier-Duparc tendant à réduire jusqu'au 31 décembre 1932 le montant des fermages exigibles, lorsque le prix des baux sera supérieur à quatre fois celui de 1914. — Renvoi à la commission de législation civile et criminelle et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 737.

~~Lancé le 16 Juillet 1932~~

5<sup>e</sup> 31 mai 1933

Question préalable votée par le Sénat

Fond. de Législation



Projet de loi portant approbation  
de la convention internationale ---  
protection des végétaux

Seni de l'Unit  
de l'g Nov. 1932

Dépôt =

Le 1er, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre de l'intérieur, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du budget et de M. le ministre des colonies, portant approbation de la convention internationale, signée à Rome le 16 avril 1929, pour la protection des végétaux. — Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats. — N° 789.

15-2-33

Rapporteur: M. Guillemot

S' 22-2-34

Dépôt

4. — Dépôt, par M. Guillemot, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention internationale signée à Rome, le 16 avril 1929, pour la protection des végétaux. — N° 92.

S' 19-2-35

Adoption du Projet de Loi

Loi du 23 mars 1935

Seni de l'Unit  
1932

Rais: Ch. Aff. Étrangères

S' 7-1-35

Dépôt avis Y. L. Trocquer (n° 81-1935)



Prop<sup>re</sup> de loi pour à prescrire, en Algérie,  
dans la fabrication du pain un pourcentage oblig.  
de farine entière de blé dur

Séance du 13 Dec  
1932

Dépôt  
(avis) -

6. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à prescrire en Algérie, dans la fabrication du pain, un pourcentage obligatoire de farine entière de blé dur. (N° 793, année 1932.)

Rapporteur. M. Marcel Donon

Séance du 1<sup>er</sup>  
27 Décembre 1932.

Dépôt de l'avis (M. Donon) -

10. — 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à prescrire en Algérie, dans la fabrication du pain, un pourcentage obligatoire de farine entière de blé dur.

Déclaration de l'urgence.

Adoption de l'article unique de la proposition de loi.

Séance Sénat  
28-12-32

Adoption

Fond: Ch. de l'Algérie

Rapport (M. Cottol) Dépôt le 13 Décembre 1932 -



# Projet de loi Défense du Marché du Blé

Séance Sénat  
28-12-32

Dépôt  
(Avis)

4. — Dépôt, par M. Dalimier, ministre du travail et de la prévoyance sociale, de quatre projets de loi:

Le 4<sup>e</sup>, au nom de M. le ministre des finances et de M. le ministre de l'agriculture, adopté par la Chambre des députés, relatif à la défense du marché du blé. — Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture. — N° 864.

Séance Comité  
23-12-32

Rapporteur M. Marcel Donon

Ordre du jour  
du vendredi 20-1-33

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la défense du marché du blé (N° 864, année 1932 et 11, année 1933. — M. Chauveau, rapporteur; et n° , année 1933 avis de la Commission de l'agriculture. — M. Marcel Donon, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Séance Sénat  
20-1-33

2. Avis présenté au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la défense du marché du blé, par M. Marcel Donon. — Urgence déclarée. — N° 15.

-d°-

Adoption

Fait: Commission des Finances

15

Dépôt  
Séance Sénat  
19-1-33

5. Rapport fait au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la défense du marché du blé, par M. Chauveau. — N° 11.



1501

Proposition de loi - Organisation nationale du stockage  
et de la vente coopérative  
des céréales panifiables

Assemblée Sénat  
20-1-33

Dépôt

3. Proposition de loi tendant à l'organisation nationale du stockage et de la vente coopérative des céréales panifiables. — Présentée par MM. Tournen, Gaston Carrère, Dauthy, Cassez, Rouart, Pierre de Courtois, Loubat, Gaston Gaudaire, Gautier, Marcel Donon, Foucher, Bouvart, Borgeot, Dauzier, Neuville, Perreau, Demellier, Perdrix, Paul Laffont, Chopin, Reboul, Lucien Saint, Delhoume, Cochard, Jossot, Jovelet, Cencelme, Andrieu, Victor Judet, Savignol, Bertrand Carrère, J. Loubet, Maurice Viollette et Alphonse Chautemps. — Renvoyée à la Commission de l'agriculture. — N° 16. — 1933 —

CM, 25-10-33

Rapporteur : M. Marcel Donon

S. 30 NOV 1937

QUESTION PREALABLE  
(Commission de l'agriculture.)

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la commission de l'agriculture une lettre par laquelle il m'informe que la commission a décidé de demander au Sénat de prononcer la question préalable sur :

- 1° La proposition de loi tendant à l'organisation nationale du stockage et de la vente coopérative des céréales panifiables (n° 16, année 1933) ;
- 2° La proposition de loi tendant à rectifier certains tarifs concernant l'électrification rurale (n° 163, année 1935) ;
- 3° La proposition de résolution tendant à modifier le régime de la taxe à la mouture (n° 655, année 1935) ;
- 4° La proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser le régime des taxes appliquées aux moulins de moyenne production (n° 925, année 1936).

Je consulte le Sénat sur les conclusions de la commission de l'agriculture.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La question préalable est prononcée.

9-2-32

Ans Finances



V. 118

151

Prop. de loi

## Reduction des prix des baux ruraux

France Sénat  
31-1-33

Dépôt

6. — Lettres de M. le président de la Chambre des députés portant transmission de deux propositions de loi, adoptées par la Chambre des députés:

La 1<sup>re</sup>, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser, au profit du fermier, la réduction des prix des baux à ferme.

Renvoi à la commission de législation civile et criminelle. — N° 32. (Urgence déclarée).

France Com  
1-2-33

France Sénat  
3-2-33

Rapporteur: M. Marcel Donon

La commission de l'agriculture demande que lui soit renvoyée pour avis la proposition de loi ayant pour objet d'autoriser, au profit du fermier, la réduction des prix des baux à ferme.

14-3-33

12. — Dépôt, par M. Marcel Donon, d'un avis de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser, au profit du fermier, la réduction des prix des baux à ferme. — N° 143. — Urgence déclarée.

21-3-33

Adoption art. 1 et 2

23-3

24-3

Adoption de l'ensemble

Loi du 8 avril 1933

31-1-33

Fond. Commission de législation

4. — Dépôt, par M. Morand, d'un rapport, au nom de la commission de législation, sur la proposition de loi, adoptée par la

Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser, au profit du fermier, la réduction des prix des baux à ferme. — N° 108 (urgence déclarée).

26-2-33 - Dépôt  
Rapport

distribué 7-3-33



Prop. en Résolution

crise de l'élevage national

Séance Sénat 27-2-33

Dépôt →

2. Proposition de résolution invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour atténuer la crise qui pèse gravement sur notre élevage national. — Présentée par MM. Beaumont, Lefebvre du Prey, Gaston Carrère, Cassez, Lecourtier, le Comte d'Harcourt, Chopin, Abel Lefèvre, Victor Judet, Marcel Régnier, Demesmay, Connevot, Duplantier, Jean Durand, Albert Peyronnet, Tourban, Georges Ulmo, Loubat, Henry Bourdeaux, Raymond Martin, J. Loubet, Neuville, Henry Chéron, Vasseux, Cochard, Guillemot, Edmond Cavillon, Veyssière, Jules Hayaux, Mando, Philippoteaux, Alexandre Millebrand, Schrameck, Marrou, Paul Laffont, Rambaud, Gautier, André Lebert, Decroze, Coucoureux, de Carnas, Provost-Dumarchais, Goré, Alfred Grand, Eugène Chanal, Bouvart, de Courtois, Chassaing, Pierre-Robert, Bertrand Carrère, Eugène Rouart, Savignol, Boivin-Champeaux, Jovelet, de Monti de Rezé, Brunel, Morand, Marcel Michel, Curral, Henri Merlin Sireyjol, Jamin, de Fontaines, Delhoume, Monsservin, Foucher, Damecour, Dudouyt, Achille Naudin, Marcel Plaisant, de Ludre, Manuel Fourcade, Lucien Hubert, Albert Meunier, Loui Linyer, Puis, Villault-Duchesnois, Pierrin, Montenot, Albert Fouilloux, Jossot, Jean Valadier, Jacqy, Edouard Néron, Pol-Chevalier, Lavoine, Laboulbène, Dentu, Emile Sari, Cabart-Danneville, de Baudry d'Asson, Lavergne, Villemant, Faugère, Fernand Merlin, Chauveau, Bergeon, Toy Riont, Millès-Lacroix, Pelletier, Borgeot, Anatole Manceau, Mario Roustan, Pieyre, Malsang, Duprey, Hachette, Armbruster, Jossot, Victor Boret, Gallet, Marcel Donon, Cencelme, Théret, Babaud-Lacroze, Robert Belmont, Renaudot, Drivet, Joseph Faure, Auguste Polié, Dauzier, Patizel, Gaston Japy, Jacqy et A. de La Grange. — Renvoyée à la Commission de l'agriculture. — N° 111.

S. Cor 9-3-33

Rapporteur: M. Joseph Faure

S. 12-2-35

Dépôt Rapport

Dépôt, par M. Joseph Faure, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur: 1° la proposition de résolution de M. Beaumont et d'un très grand nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour atténuer la crise qui pèse gravement sur notre élevage national; 2° la proposition de résolution de M. Beaumont et d'un certain nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et urgentes de contingentement de toutes les graines oléagineuses et matières grasses d'importation, pour protéger le marché français des matières grasses et réduire dans de très sérieuses proportions toutes les importations qui viennent concurrencer dangereusement les produits de notre élevage national et ceux de nos colonies. — N° 95.

v. p. 157

S. 26-2-35

10. — 1<sup>re</sup> délibération sur: 1° la proposition de résolution de M. Beaumont et d'un très grand nombre de ses collègues, invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour atténuer la crise qui pèse gravement sur notre élevage national; 2° la proposition de résolution de M. Beaumont et d'un certain nombre de ses collègues, invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et urgentes de contingentement de toutes les graines oléagineuses et matières grasses d'importation, pour protéger le marché français des matières grasses et réduire dans de très sérieuses proportions toutes les importations qui viennent concurrencer dangereusement les produits de notre élevage national et ceux de nos colonies.

Demande de renvoi, pour avis, à la commission des finances. — Retrait.

Observations de M. Marcel Donon, vice-président de la commission de l'agriculture.

Ajournement de la délibération.

S. 28-2-35

— Adoption de la Proposition de Résolution —



Prop. de Résolution

tendant à améliorer  
le marché du blé

Séance Sénat 28-2-33

Dépôt →

5. Proposition de résolution tendant à améliorer le marché du blé. — Présentée par M. Joseph Faure et plusieurs de ses collègues. — Renvoyée à la Commission de l'agriculture. — N° 116.

S. C. 9-3-33

Rapporteur : M. Marcel Donon

Sénat 20-3-33

Dépôt en blanc

5. Rapport fait au nom de la Commission de l'agriculture chargée d'examiner la proposition de résolution de M. Joseph Faure et d'un grand nombre de ses collègues tendant à améliorer le marché du blé, par M. Marcel Donon. — N° 208.

Sénat. 7 avril 1933

Retrait

9. — 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de résolution de M. Joseph Faure et d'un grand nombre de ses collègues tendant à améliorer le marché du blé.  
Observation de M. Marcel Donon, rapporteur.  
Retrait de la proposition de résolution.



...ment, alors cepen-  
dant que les pertes subies par les poudriers  
pendant la guerre ont été aussi élevées que  
celles des troupes de choc.

---

3063. — M. Jean Odin expose, le 26 février 1935, à M. le ministre de l'éducation nationale les faits suivants: « La loi du 26 avril 1932 dit, dans son article 1<sup>er</sup>: que les règles fixées par les lois des 6 octobre 1919, 30 avril 1921 et, généralement, tous décrets et règlements pour l'avancement du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale, sont abrogées à partir du 31 décembre 1931; et, dans son article 15: les maîtres et maîtresses auxiliaires, les maîtres ouvriers et maîtresses ouvrières des écoles normales et des écoles primaires supérieures, qui perçoivent une indemnité annuelle pour chaque heure hebdomadaire de service, peuvent être promus à l'ancienneté après cinq ans et, au

## S REMISES A LA PRÉS

---

modifié par la résolution du 7 décembre 1911, et  
ministre des questions écrites ou orales.

gées, sont remises au président du Sénat.

t, elles doivent être imprimées au Journal officiel  
péciale.

par écrit que l'intérêt public leur interdit de  
ts de leur réponse... »

---

mentale des soins aux mutilés de la Dordogne  
accepte de mandater le montant des mémoi-  
res de soins et de médicaments qui lui sont  
présentés au remboursement par les médecins  
fonctionnaires appointés par le budget du vil-  
lage sanitaire de Clairvivre au titre de méde-  
cins pro-pharmaciens, ces médecins n'étant  
pas inscrits au rôle des patentes, ne possédant  
pas de médicaments et n'agissant pas pour  
leur propre compte en qualité de médecins  
pro-pharmaciens, mais au nom et pour le  
compte du village sanitaire de Clairvivre, qui  
ne peut être autorisé à posséder une pharma-  
cie et qui n'a pas confié la gérance de la  
pharmacie qu'elle exploite illégalement à un  
pharmacien diplômé et se bornant à la met-  
tre à la disposition des médecins qu'elle ap-  
pointe; 2° s'il n'y a pas là une violation gé-  
nérale des lois et des règlements en vigueur,  
qui est de nature à fausser ou à supprimer les  
garanties de contrôle, confié aux commissions  
tripartites départementales, de l'article 64 de  
la loi de 1919; 3° s'il n'y a pas lieu pour l'au-  
torité publique de prendre des mesures pour  
assurer le respect des dispositions légales et  
réglementaires.

---



**ELEVAGE NATIONAL. — MARCHÉ FRANÇAIS  
DES MATIÈRES GRASSES**

(Ajournement de deux propositions  
de résolution.)

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la première délibération sur: 1° la proposition de résolution de M. Beaumont et d'un très grand nombre de ses collègues, invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour atténuer la crise qui pèse gravement sur notre élevage national; 2° la proposition de résolution de M. Beaumont et d'un certain nombre de ses collègues, invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et urgentes de contingentement de toutes les graines oléagineuses et matières grasses d'importation, pour protéger le marché français des matières grasses et réduire dans de très sérieuses proportions toutes les importations qui viennent concurrencer dangereusement les produits de notre élevage national et ceux de nos colonies.

La commission des finances demande à être saisie, pour avis, des conclusions du rapport de M. Joseph Faure.

La parole est à M. le président de la commission des finances.

**M. Joseph Caillaux, président de la commission des finances.** Messieurs, la commission de l'agriculture a bien voulu éliminer de la proposition de résolution présentée par elle tout ce qui a trait aux finances publiques et aux finances locales. La commission des finances n'insiste plus pour demander que le rapport de M. Joseph Faure lui soit renvoyé.

**M. Marcel Donon, vice-président de la commission de l'agriculture.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le vice-président de la commission de l'agriculture.

**M. Marcel Donon, vice-président de la commission de l'agriculture.** Messieurs, la commission de l'agriculture aurait désiré voir s'instaurer devant le Sénat dès aujourd'hui un grand débat sur la situation critique dans laquelle se trouve l'élevage national. Elle se proposait de présenter au Gouvernement certaines suggestions concernant les mesures à prendre pour apporter une solution à cette crise. Mais M. le ministre de l'agriculture vient de nous faire connaître qu'il était dans l'obligation de se rendre à la Chambre des députés et que, d'ailleurs, le Gouvernement s'était mis d'accord sur un projet de loi qui allait être déposé.

Dans ces conditions, nous vous demandons de vouloir bien reporter la discussion des propositions de résolution à une séance ultérieure.

**M. le président.** Vous demandez l'ajournement de la discussion ?

**M. Marcel Donon, vice-président de la commission de l'agriculture.** Oui, monsieur le président.

**M. le président.** La commission de l'agriculture demande au Sénat d'ajourner la discussion des propositions de résolution à une séance ultérieure.

Il n'y a pas d'opposition ?

L'ajournement est prononcé.



Sénat  
21-3-33 Déjà

Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Faure et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 27 de la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture en ce qui concerne l'époque de leurs sessions. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 168.

Com. 9 mai 1933

Rapporteur: M. Guillemot

S 2-12-33

Dépôt, par M. Guillemot, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de loi de M. Joseph Faure et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 27 de la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture en ce qui concerne l'époque de leurs sessions. — N° 624.

S 15-12-33

6. — 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de loi de M. Joseph Faure et de plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 27 de la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture, en ce qui concerne l'époque de leurs sessions.  
Déclaration de l'urgence.  
Adoption de l'article unique de la proposition de loi.



Proposition de loi

— typho-anémie des chevaux.

Sénat  
11 avril 1933

7. — Lettres de M. le président de la Chambre des députés portant transmission de deux propositions de loi, adoptées par la Chambre des députés :

La 1<sup>re</sup>, tendant à protéger l'agriculture contre la typho-anémie des chevaux et à organiser la lutte contre cette maladie contagieuse. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 249.

Cm - 9 mai 1933

Rapporteur: H. Beaumont



Projet de loi - Crédit 20 millions pour la dénaturation des blés indigènes

Séant

11 avril 1933

Reuni

→

d°

Adoption

9. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture, du projet de loi autorisant le ministre de l'agriculture à allouer des primes dans la limite de 20 millions de francs, en vue d'encourager l'emploi des blés indigènes pour des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool.

10. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Chauveau, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant le ministre de l'agriculture à allouer des primes dans la limite de 20 millions de francs, en vue d'encourager l'emploi des blés indigènes pour des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate ordonnée.

Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.

Discussion générale: M. Chauveau, rapporteur.

Avis de la commission de l'agriculture, par M. Joseph Faure. — N° 252.

Suite de la discussion générale: MM. Veysière, Queuille, ministre de l'agriculture, et François-Saint-Maur.

Discussion des articles:

Art. 1<sup>er</sup>: MM. Cassez et Queuille, ministre de l'agriculture. — Adoption.

Art. 2 à 5. — Adoption.

Amendement (disposition additionnelle à l'article 5) de MM. Donon et Cassez: M. Mar-Donon. — Adoption.

Adoption de l'ensemble de l'article 5.

Amendement (article additionnel) de M. Valadier et de plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, François-Saint-Maur, Joseph Carlaux, président de la commission des finances; Maurice Viollette, Herve, Jean Valadier et Queuille, ministre de l'agriculture. — Adoption, au scrutin (devant l'article 6).

Explication de vote: M. François-Saint-Maur.

Adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi.

Fait: Com. des Finances



Prop. de Résolution

Contingentement grains oléagineux

Dépôt 18-5-33

6. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Beaumont et un certain nombre de ses collègues invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et urgentes de contingentement de toutes les graines oléagineuses et matières grasses d'importation, pour protéger le marché français des matières grasses et réduire, dans de très sérieuses proportions, toutes les importations qui viennent concurrencer dangereusement les produits de notre élevage national et ceux de nos colonies. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 318.

Cm 30-5-33

Rapporteur : M. Beaumont

S. 12-2-35 — Dépôt-Rapport Joseph Faure sur 2 projets de Résol. Beaumont V. p. 152  
S 28-2-38 *Adopté*



## Loi de Finances 1933

19-5-33

## Article 149 bis (nouveau).

« L'article 3 de la loi du 30 avril 1930 est abrogé.

« Pendant une période de trois années, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1934, une majoration temporaire est instituée sur les primes nettes prévues par les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 2 avril 1931.

« Cette majoration est fixée à 45 p. 100 pendant l'année 1934, à 30 p. 100 pendant l'année 1935, et à 15 p. 100 pendant l'année 1936. »

MM. Gaston Bazile, Jean Bosc, Bruguier, Eugène Chanal, Albert Fouilloux, Messimy, de Courtois, André Honnorat, Toy-Riont, Maurice de Rothschild, Charabot, Donadéi, Pavin de Lafarge, Cuminal, Duclaux-Monteil, Jean Durand, Clément Raynaud, Monsservin, Raynaldy, Coucoureux, Pujes, Léon Bon, Schrameck, Bergeon, Giordan, Emile Sari, Lederlin, Perdrix, Lisbonne, Désiré Valette, Eugène Rouart, Bertrand Carrère, Lucien Saint, Savignol, Abel Gardey, Tournan, Jean Philip, Paul Pelisse, Mario Roustau, Camille Reboul, Jean Taurines, Fernand Merlin, Drivet, Neyret, Pierre-Robert, le marquis de Chambrun, Bringer, Pierre Rameil, Dalbiez, Bender, Justin Godart, Rolland, Voillot, Giraud, Lavergne, Loubat, Andrieu, Puis, Delthil, Fourment, René Renoult, Louis Martin, Tissier et Edmond Cavillon proposent de disjoindre cet article.

M. Jean Bosc. Nous sommes d'accord avec la commission des finances sur la disjonction.

M. Marcel Régnier, rapporteur général de la commission des finances. Et nous acceptons le renvoi à la commission de l'agriculture.

M. Gaston Bazile. Je remercie la commission d'avoir bien voulu me donner satisfaction.

M. le président. L'article 149 bis est disjoint et renvoyé à la commission de l'agriculture.

S' 19-5-33 Remmi

Saus djet (Ces 14-2-34)

S' 18-2-37

Vote de la Question préalable



Proposition de loi

médaille d'honneur aux anciens ouvriers agricoles  
devenus cultivateurs

S' 29-5-33

8. — Lettres de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission de six propositions de loi, adoptées par la Chambre des députés:

La 2<sup>e</sup>, ayant pour but de créer une médaille d'honneur agricole en vue de récompenser les anciens ouvriers agricoles devenus cultivateurs. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 327.

Cm 14-6-33

Rapporteur: Jean Jacquy

S' 21-2-35

Dépôt rapport

6. Rapport fait au nom de la Commission de l'agriculture, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de créer une médaille d'honneur agricole en vue de récompenser les anciens ouvriers agricoles devenus cultivateurs, par M. Jean Jacquy. — N° 112.

S' 30-6-33

Avis. Com. des Revenus naturels



Prop. de Résolution

## Journée Nationale du Raisin

9-6-33

Dépôt

16. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mario Roustan et d'un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser en France une journée nationale du raisin. — Renvoi à la commission de l'agriculture. — N° 353.

Cr. 14-6-33

Rapporteur : M. Jean Durand

S. 20-6-33

Dépôt, par M. Jean Durand, d'un rapport, au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de résolution de M. Mario Roustan et d'un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser en France une journée nationale du raisin. — N° 442.

S. 7-7-33

17. — 1<sup>re</sup> délibération sur la proposition de résolution de M. Mario Roustan et d'un très grand nombre de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser en France une journée nationale du raisin.  
Déclaration de l'urgence.  
Discussion générale: MM. Louis Martin et Jean Durand, rapporteur, de la commission de l'agriculture.  
Article unique:  
Amendement de M. Damecour et plusieurs de ses collègues; MM. Lefas, Paul Laffont, Jean Durand, rapporteur, et Mario Roustan.  
— Adoption.  
En conséquence, adoption de l'article unique de la proposition de résolution.  
Modification du libellé de l'intitulé de la résolution.



Projet de loi  
tenant au Monopole de l'Alcool Industriel  
(40398 annes 1919)

Inscrit ici  
réfactivement

Rapport Marcel Doron du 29 mars 1929

Cm 14-6-33

M. Darnaud demande que la Cm donne son avis sur la nouvelle  
réfaction présentée par la Commission de l'Alcool au cours de la  
discussion le 6 juin 1933

Rapporteur: M. Marcel Doron







Matières	Page	Revisé
Comité aérien au service des exploitations agricoles	31	31
Caisse nationale de crédit agricole	32	32
Établissement des gardes domaniaux des canaux et forêts	33	33
Droits de Mairie aux gardes champêtres	34	34
Épiphyllisme de la tuberculose des bovins	35	35
Proposition de M. Kert: relèvement et conservation des forêts primaires	36	36
Procédure de conciliation: appellations d'origine	37	37
Proposition de résolution de M. Raynaud relative au certificat d'études primaires	38	38
Droit de loi tendant à établir en programme de construction d'habitations	39	39
Droit de loi sur le crédit mutuel et la coopération agricole	40	40
Proposition de loi sur les appellations d'origine	41	41
Actes de secours aux agriculteurs victimes des calamités publiques	42	42
Proposition de loi tendant à abroger l'état de prêt à long terme	43	43
Proposition de loi portant modification de la loi du 30 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole	44	44
Art 88 <del>proposant</del> l'abrogation de la loi de finances 1929 relative à la création d'une caisse nationale de réassurance agricole	45	45
Proposition de loi tendant à admettre le petit artisan au bénéfice des prêts à long terme du crédit agricole	46	46
Relevés des fautes faites pendant la période d'expérimentation	47	47
Proposition de loi complétant et complétant la loi sur les assurances sociales	48	48
Proposition de résolution de M. Traill pour un développement plus large des professeurs d'agriculture	49	49
Proposition de résolution de M. Caffet sur une loi d'avances à faire pour assurer les opérations à long terme du crédit agricole	50	50
Proposition de résolution de M. Chagnaud sur les circonscriptions électorales	51	51
Proposition de loi de M. Alberti: réorganisation des plantations dévastées par les intempéries - par prêts à long terme	52	52
Transports automobiles agricoles	53	53
Assurances sociales	54	54
Office des blés	55	55
Congrès: recherches des crises agricoles	56	56
Commerce des blés	57	57
Relèvement des droits de douane sur les sucres	58	58
P. résol. V. Goret: Assemblée contre le Doryphore	59	59
P. loi M. Rolland: renouvellement des contrats d'assurances	60	60
P. Caffet: Remembrement des parcelles par ... exemptions fiscales	61	61
P. Caffet: Réformes aux communes ... de prêts à court terme	62	62



[illegible]



Matières	Page	Index
Encouragement à la production du Lin	98	98
Viticulture et Commerce des vins	99	99
Commerce de la Chicorée	100	100
Impôts des boissons par coopération de Munnorie	101	101
Brevets d'invention	102	102
Caisse d'Assurance p <sup>r</sup> victimes de calamités agricoles	103	103
Abat. avances du crédit mutuel agricole ... Prélèvement	104	104
Opportunité des secours aux Chambres d'agriculture	105	105
Outils agricoles	106	106
Avance à la Caisse nationale de crédit agricole	107	107
Cession d'un immeuble ... domaine forestier	108	108
Protection Main d'œuvre nationale	109	109
Encouragement à la production du Chausure	110	110
Congrès annuel p <sup>r</sup> les Travaillants de l'Agriculture	111	111
Subventionnement départemental et communal	112	112
Privilèges à accorder pour les fournisseurs de semences aux vendeurs	113	113
Régime fiscal des spiritueux	114	114
Exportation de la manœuvre des fruits	115	115
Mouvement pour rendre à la France : Maîtrise de la tarification des canaries	116	116
Brigades de surveillance et police - appel - agents techniques	117	117
Régulation des prix des denrées à l'exportation de longue durée	118	118
Coefficients applicables évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles (imp. 7 <sup>me</sup> )	119	119
P <sup>r</sup> F. David avances à la Caisse nationale crédit agricole	120	120
Projet : Faciliter le retour à la terre des chômeurs ... anciens ruraux	121	121
Modification du régime des vendeurs de vin	122	122
Mélange aux blés de coopération de blés exotiques	123	123
Céréales secondaires	124	124
Abrogation de la loi Viticulture	125	125
Droit de domaine sur Pruniers et prunelles	126	126
Régulation du crédit ... Crédit moyen terme	127	127
Stocks de blé et farine	128	128
Fabrication Moutarde (interdit : culture 2 <sup>e</sup> g.)	129	129
Cours Complémentaires ruraux	130	130
1 <sup>re</sup> Modification loi Réquisitions militaires (art. 149)	131	131
2 <sup>e</sup> " " " " " (art. 5)	132	132
Bouilleurs de vin	133	133



Matières	Page	Sommaire
Produits laitiers	134	134
Primes cultures Oliviers	135	135
houmages - culture du choucroute	136	136
Propriété : Vermont & de Frouber (appel. Frouber)	137	137
P. révolution (M. Barot) Elvage du bœuf	138	138
Hygiène - sang, viande, choucroute importés en France	139	139
Supplément aux lois : "Boissons de cidre" - loi de ...	140	140
Administration spéciale : Houcroute p. reproduction	141	141
Compléments : loi sur les assurances sociales	142	142
Propriété de la tuberculose des bœufs (cf. page 35)	143	143
Hygiène loi "Commerce des bœufs"	144	144
P. loi (Caban) relative aux appellations d'origine	145	145
P. loi (Dron) : réduction fermages - 4 bis 1914	146	146
Protection des végétaux	147	147
Pain Algérie : Painement oblig. farine entière blé dur	148	148
Dépense du "Marché" de blé	149	149
Q. Carrière : Stockage et vente coopératifs des céréales panifiables	150	
Baux à ferme	151	
Ap. de Révolutions	152	crise de l'élevage national
- 1 <sup>o</sup> -	153	tendant à améliorer le marché du blé
- de loi	154	Chambres d'Agriculture - époque des sessions
Projet "	155	Typho-anémie des chevaux
"	156	Credit 20m dénaturation des blés indigènes
	157	
	158	
	159	
	160	
	161	